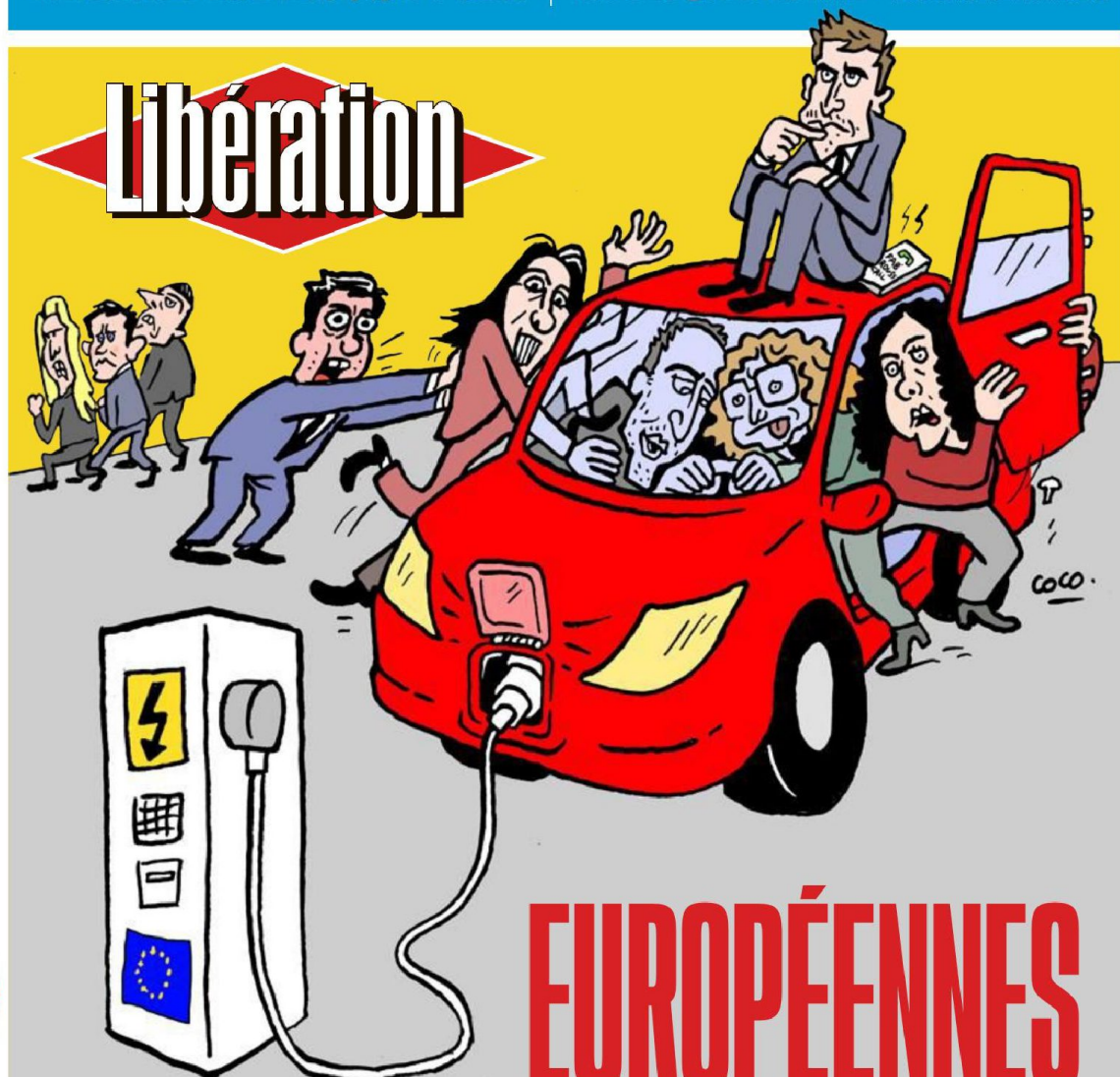


Organisation des cérémonies officielles
Un D-Day pipé ? PAGES 8-10

Cinéma Les vices giallo-romains
de Sergio Martino TOUTES LES SORTIES, PAGES 20-24

Libération



EUROPÉENNES

LA VOITURE ÉLECTRISE LE DÉBAT

L'interdiction des moteurs thermiques d'ici à 2035, votée par le Parlement et défendue par la gauche et la majorité, pourrait être remise en cause par l'extrême droite après le scrutin. PAGES 2-5

Libération

M 00135 - 465 - P: 2,70 €

ÉDITORIAL

Par
PAUL QUINIO

Symbole

Les historiens, ceux qui se pencheront sur cette campagne électorale, retiendront peut-être qu'un objet en aura été un symbole : la voiture électrique. Symbole des divisions politiques du moment. Symbole des défis de la transition écologique. Symbole économique et industriel de la compétition entre grandes puissances. La toile de fond qui nous fait fonder pied au plancher vers cette hypothèse : la décision prise par l'Union européenne de ne

plus autoriser la vente de voitures thermiques ou hybrides neuves à partir de 2035. Après être restés trop longtemps le pied sur le frein pour transformer la filière, les géants du secteur automobile s'y sont mis, et réclament aujourd'hui un peu de stabilité dans les orientations économiques stratégiques de l'Europe, au motif que leurs entreprises ne se pilotent pas comme un Hobie Cat un jour de bourrasques capricieuses. Bref, les constructeurs européens estiment avoir un cap et veulent s'y tenir, seule manière pour eux d'essayer de réduire l'écart avec leurs concurrents chinois ou américains. C'est là que la politique s'invite dans le débat pour donner des coups de volants. Sans surprise, le RN en France et l'ex-

trême droite européenne un peu partout, ne jurent que par l'abandon de l'échéance de 2035. C'est aussi le cas de la droite française. Un conservatisme classique, habillé en défense des classes populaires pour qui se payer aujourd'hui une voiture électrique est très difficile. Cette position souffre de deux angles morts. Le premier est l'enjeu environnemental, dernière préoccupation de l'extrême droite qui oublie qu'un quart des gaz à effet de serre émis par le secteur des transports l'est par les voitures thermiques. Le deuxième est social : produire à un prix raisonnable suppose de s'y mettre tout de suite. Il y a donc urgence à maintenir ce cap d'un changement... de modèle. ◆

Les voitures électriques, moteurs à réaction

Les véhicules thermiques et hybrides neufs seront interdits à la vente à partir de 2035 dans l'UE. Mais cette mesure, héritage de la mandature qui se termine et rouage important de la décarbonation et de la réindustrialisation européenne, pourrait être remise en cause par la poussée droitière aux élections de dimanche.



En avril 2024, seules 12 % des voitures neuves vendues en Europe étaient électriques,

Par
DAMIEN DOLE
et ISABELLE HANNE

Interdire la vente de voitures thermiques neuves à partir de 2035 dans l'Union européenne, c'est l'un des grands héritages de la mandature du Parlement européen. Cet objectif, adopté l'an dernier, résistera-t-il à la poussée de l'extrême droite, résolument contre, tout comme une bonne partie de la droite ? Pierre angulaire du Green Deal, qui vise la neutralité carbone d'ici à 2050, la voiture électrique s'est invitée au cœur de la campagne.

Pourquoi 2035 ?

Le 28 mars 2023, après plusieurs rebondissements, les États membres de l'UE adoptaient définitivement la proposition de la Commission visant à rendre toutes les nouvelles voitures et camionnettes immatriculées en Europe « non polluantes » à partir de 2035. En d'autres termes, plus aucun véhicule neuf équipé d'un moteur thermique, et donc émetteur de CO₂, ne pourra être vendu dans l'UE. Ce qui serait une évolution, puisque en avril, seules 12 % des voitures neuves vendues en Europe étaient électriques, un chiffre qui stagne depuis un an, selon l'Acea, le lobby des constructeurs européens. Les voitures thermiques déjà en circulation pourront continuer de rouler ou d'être revendues d'occasion après 2035. Mais la mesure

exclut de fait les voitures neuves à essence, diesel ou même les hybrides, au profit des véhicules 100 % électriques ou compatibles avec des carburants alternatifs (biocarburants, carburants de synthèse, hydrogène). Cette interdiction, qui envoie un signal fort aux constructeurs, a pour but la décarbonation rapide du parc automobile neuf, alors que les transports représentent près d'un quart des émissions de gaz à effet de serre du continent, en premier lieu émanant du transport routier.

L'objectif peut-il être remis en cause ?

La poussée attendue de l'extrême droite au Parlement pourrait, en déterminant l'orientation politique de la future Commission, entamer les ambitions climatiques de l'UE. En France comme ailleurs, les partis d'extrême droite et certains partis de droite affichent l'abolition du Pacte vert comme un élément clé de leur programme, avec l'objectif 2035 dans le viseur. « Cette législation prévoit une évaluation pour 2026, qui doit tenir compte des évolutions technologiques », explique Phuc-Vinh Nguyen, chercheur sur la politique européenne de l'énergie à l'Institut Jacques-De-lors. Il sera alors possible, d'un point de vue politique, de profiter de la réouverture de cette clause pour réduire l'ambition du Parlement européen sur cet objectif.

De fait, ce sera à la Commission de rouvrir ou non le dossier, décision qui découlera des



un chiffre qui stagne depuis un an. PHOTO CFOTO, SPUS, ABC, ANDIA.FR

«Nous n'hésiterons pas à appliquer des droits de douane supplémentaires»

Après la décision américaine de surtaxer les importations chinoises pour protéger ses industries vertes, Bruxelles va-t-il faire de même ? «Libé» a posé la question au commissaire européen en charge du commerce, Valdis Dombrovskis.

nière autonome, dans le respect des règles mondiales établies.

L'Union ne risque-t-elle pas de voir déferler sur son sol des produits chinois qui ne pourront plus entrer aux États-Unis ?

En ce qui concerne les véhicules électriques, les exportations chinoises actuelles vers les États-Unis sont très limitées, puisqu'elles ne représentent que 2% des importations totales. Il y a donc peu de risques que ces véhicules électriques «inondent» le marché de l'UE. Pour les autres produits, nous évaluons encore l'impact potentiel sur notre marché. L'UE n'hésitera pas à prendre des mesures si l'ouverture de notre marché fait l'objet d'abus.

Pourquoi l'UE ne fait-elle pas plus pour se défendre contre les pratiques commerciales déloyales de la Chine ?

Ces dernières années, l'UE a pris de nombreuses mesures pour protéger son propre marché des pratiques déloyales. En fait, environ 65% de toutes les mesures de défense commerciale de l'UE sont dirigées contre la Chine. Nous avons mis en place un arsenal complet d'outils de défense, notamment un nouvel outil anti-coercition, l'instrument international pour les marchés publics et le règlement

sur les subventions étrangères. Nous n'avons pas hésité à déployer certains de ces outils en cas de besoin. L'UE a lancé un certain nombre d'enquêtes, sur la base de nos préoccupations liées à la concurrence déloyale et en pleine conformité avec les obligations de l'UE et de l'Organisation mondiale du commerce

(OMC). Par exemple, l'UE mène actuellement une enquête anti-subsventions sur les véhicules électriques à batterie (BEV) chinois afin de s'assurer que les constructeurs automobiles européens et chinois sont sur un pied d'égalité. Nos premières conclusions sont attendues cet été et nous n'hésiterons pas à appliquer des droits de douane supplémentaires si c'est justifié.

Les instruments de défense commerciale de l'Union ne sont-ils pas trop lents et trop peu visibles, ce qui permet aux populistes de l'accuser de sacrifier l'industrie européenne ?

Dans un environnement géopolitique instable, l'UE s'efforce de trouver un juste équilibre entre ouverture et protection. C'est peut-être plus difficile à communiquer, mais nous pensons que ce modèle nous aide en fin de compte à prévenir des guerres commerciales dommageables pour notre économie et à faire respecter les règles mondiales à une époque où celles-ci sont de plus en plus menacées. En tant que plus grand bloc commercial du monde, l'Union exerce un pouvoir et une influence considérables, mais nous devons utiliser ce pouvoir de manière judicieuse afin de défendre les intérêts de tous nos États membres, grands et petits.

Recueilli par **JEAN QUATREMER**
Correspondant européen

Les États-Unis ont décidé, le 14 mai, d'augmenter fortement les droits de douane sur 18 milliards de dollars d'importations chinoises (jusqu'à 100% de taxation en plus) afin de protéger leurs industries «vertes» qui ont bénéficié des subventions de l'Inflation Reduction Act (IRA) et leur secteur des semi-conducteurs dopés par les aides du Chips Act. Ainsi, les taxes douanières sur les véhicules électriques chinois vont quadrupler, de 25% à 100%, et celles sur les batteries lithium-ion et leurs composants vont passer de 7,5% à 25%. De même, certains minéraux critiques pour la filière automobile, comme le graphite naturel et les aimants permanents, seront frappés d'un taux de 25% à partir de 2026. Ensuite, les droits sur les semi-conducteurs passeront de 25% à 50% en 2025. Enfin, les taxes sur les cellules photovoltaïques, vendues séparément ou bien assemblées en panneaux solaires, vont augmenter de 50%. Il s'agit donc d'un ensemble défensif centré sur quelques secteurs stratégiques. De fait, le montant des importations visées est faible, moins de 5% des 427 milliards de dollars de biens chinois vendus en 2023 aux États-Unis (dont 350 milliards déjà taxés).

L'Union européenne, qui reste profondément libre-échangiste en dépit de l'évolution protectionniste des États-Unis, risque donc de voir les produits chinois qui ne pourront plus entrer sur le marché américain se détourner vers son territoire (déjà 514 milliards d'euros d'importations chinoises et un déficit de sa balance commerciale de 291 milliards d'euros en 2023). *Libération* a demandé au vice-président «exécutif» de la Commission européenne chargé du commerce, l'ancien Premier ministre Letton Valdis Dombrovskis, si l'UE allait suivre les Américains en adoptant des mesures défensives face aux surcapacités chinoises.

Approuvez-vous les mesures protectionnistes américaines ?

Nous évaluons actuellement ce que ces droits de douane américains impliquent pour l'UE. D'une manière générale, nous partageons les préoccupations des États-Unis concernant la surcapacité et la concurrence déloyale de la Chine. Nous discutons de ces questions plus largement au niveau mondial, notamment au sein du G7. Pour sa part, l'UE agit de ma-

accords politiques conclus au moment des négociations pour la présidence. «La clause de revoyure de 2026 sera basée sur une évaluation, et n'impliquera pas forcément une proposition pour changer le règlement», tempore-t-on à la Commission européenne. Rouvrir le dossier et en réduire l'ambition pourrait entraîner une réaction en chaîne sur d'autres réglementations liées au dossier – sur les carburants alternatifs, les bornes de recharge, le déploiement des renouvelables... –, «ce qui créerait une forme d'instabilité réglementaire», redoute Phuc-Vinh Nguyen. Et brouillerait à nouveau l'horizon, pour les investisseurs et les industriels.

Comment les constructeurs voient-ils l'échéance de 2035 ?

Les constructeurs automobiles européens ont longtemps fustigé l'électrification des véhicules. Mais ces derniers mois, changement de braquet. «Ceux qui défendent le statu quo sont ceux qui n'ont pas de vision, à coup court Carlos Tavares, le patron de Stellantis, mi-avril. On ne peut pas s'offrir le luxe de l'inaction. Ce serait dramatique pour nos petits-enfants, et cela conduirait à une impasse pour l'entreprise. [...] Plus on attend, plus l'écart avec la concurrence chinoise sera grand.» Et de tonner : «Ce que je demande, c'est de la stabilité. Arrêtez de changer les règles, ou de laisser penser qu'elles pourraient changer. [...] J'ai lancé mon avion à pleine puissance sur la piste d'envol, il ne faut pas couper les réacteurs maintenant, sinon l'avion tombe.»

L'Association des constructeurs automobiles européens, le lobby de l'industrie automobile, «n'a pas l'intention de contester la décision européenne d'interdire les moteurs thermiques en 2035, quel que soit le résultat des prochaines élections au Parlement», avait d'ailleurs assuré fin février son président, Luca de Meo, également directeur général du groupe Renault. «Maintenant, nous devons nous y atteler. C'est potentiellement faisable, mais il faut que les conditions adéquates soient mises en place.»

Parmi les constructeurs les plus en pointe sur l'électrification sur le Vieux Continent, BMW se prépare au lancement de sa Neue Klasse, la nouvelle plateforme de production 100% électrique, prévue pour 2026. «Nous avons lancé notre stratégie sur l'électrique dès 2007, sorti notre premier véhicule grand public l'i13, vendu à 250 000 exemplaires, ndr] en 2013 et notre gamme couvre tous les segments de prix, explique à *Libération* Vincent Salimon, président de BMW France, dont les ventes sont déjà à 25% électriques en France. Donc nous serons prêts en 2035, mais si la réglementation change, on le sera aussi car nous continuons d'investir dans toutes les motorisations. Nous ne revoyons pas notre stratégie en fonction du cours de Bourse ou des décisions politiques.»

La voiture électrique dans l'UE sera-t-elle chinoise ?

Contrairement à l'industrie des énergies renouvelables, dont la Chine est

Suite page 4

Suite de la page 3 devenue un leader mondial, l'Union européenne est dotée d'une filière automobile très solide. Mais si la balance commerciale des voitures reste largement favorable dans l'UE, en valeur (+90 milliards d'euros selon l'Accea) comme en volumes (+1,4 million de véhicules), l'ONG Transport et Environnement prédit que 20 % des véhicules électriques vendus en Europe seront des MG, BYD, Xpeng ou autres marques chinoises d'ici 2030. «*Chez BMW, nous sommes armés face à la concurrence chinoise et américaine*», assure le patron Vincent Salimon. *S'imposer sur le secteur premium est compliqué, car l'ADN et l'histoire d'une marque comptent beaucoup.* Des centaines de milliers de véhicules chinois végètent d'ailleurs actuellement dans les ports européens, ne trouvant toujours pas preneurs. «*Les constructeurs chinois de véhicules électriques utilisent les ports comme des parkings*», a même assuré au Financial Times un responsable logistique début avril, le journal économique parlant de voitures échouées depuis plus de dix-huit mois.

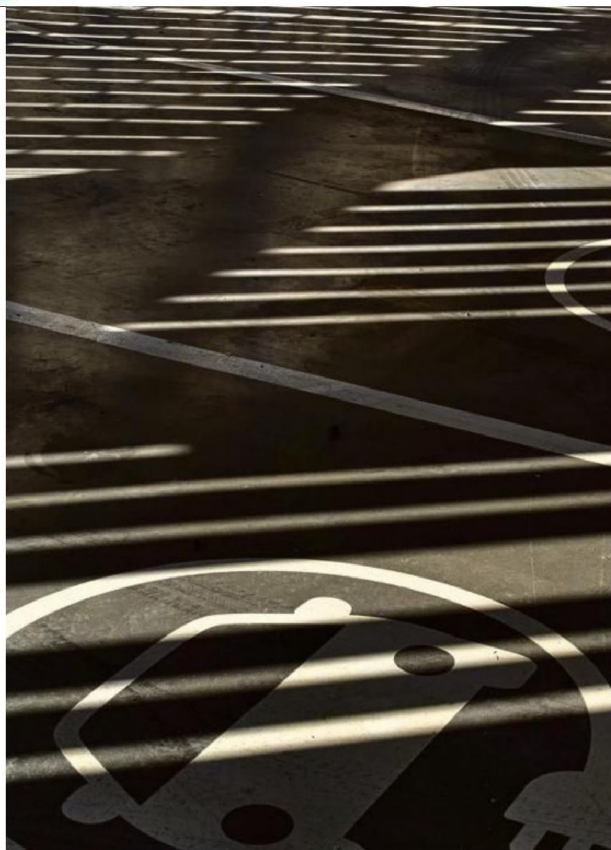
Mais côté production de batteries, les chiffres donnent le tournis: sur les 2,5 TWh de capacité de fabrication de batteries lithium-ion en 2023, 83 % est réalisé en Chine, pour seulement 13 % aux États-Unis et en Europe... en cumulé. La capacité mondiale devrait presque quadrupler d'ici 2030, mais selon l'AIE, la part chinoise pourrait diminuer à 67 %. Sur le volet des matériaux importants pour les véhicules à batteries, la Chine est également leader mondial dans le raffinage du lithium, du cobalt et du graphite, et produit autour de 90 % des cathodes et anodes, qui relâchent et reçoivent les électrons.

Reste l'épineux sujet des prix. En Europe, seules quelques citadines comme la Dacia Spring, la Renault Zoé ou la Citroën ë-C3 parviennent à se maintenir sous les 25 000 euros. La plupart des modèles électriques oscillent entre le haut de gamme et le très haut de gamme. Les 235 modèles différents disponibles en Chine, selon le cabinet Jato Dynamics – contre respectivement 135 et 51 dans l'UE et aux États-Unis – tracent quant à eux tout le segment des prix. Résultat: un véhicule disponible coûte en moyenne deux fois plus cher

en Europe qu'en Chine, et pas uniquement pour des raisons de main-d'œuvre.

Comment l'industrie européenne pourrait-elle résister face à la concurrence ?

Les États-Unis ont décidé de ne pas attendre pour contre-attaquer. Mi-mai, Washington a annoncé relever de 25 % à 100 % les droits de douane sur les véhicules chinois. La Commission européenne a de son côté enclenché à l'automne une enquête sur les subventions d'État de Pékin délivrées à ses constructeurs nationaux, la décision étant attendue après les Européennes. «*Des droits de douane plus élevés peuvent inciter les constructeurs européens à choisir l'Europe pour produire leurs véhicules électriques*», explique Diane Strauss, directrice de T&E France. *C'est important pour localiser les emplois et ces compétences sur notre territoire. Mais cela ne protégera pas les constructeurs historiques éternellement, car les constructeurs chinois seront amenés à installer des usines en Europe.* «*Cette deadline en 2035 a peut-être un peu accéléré l'arrivée de BYD sur le sol européen*», reconnaît Jean-Briac Dalibard, responsable communication BYD France. Côté relocalisation des usines, des dizaines de gigafactories de batteries sont prévues en Europe, dont quatre en France d'ici 2030. Des projets miniers ou de recyclage de batteries sont également en train de sortir de terre sur tout le Vieux Continent. En 2025, BYD installera une usine d'assemblage en Hongrie, «*et si la demande suit en Europe, on pourrait en ouvrir une deuxième*», ajoute Jean-Briac Dalibard. Après l'augmentation probable des droits de douane, la marque de Shenzhen pourrait alors «*potentiellement adapter les prix de [ses] véhicules en Europe*» d'ici l'ouverture de leur première usine. Une gageure que la marque estime possible grâce à l'internalisation de «*95 % de sa chaîne d'approvisionnement*», en particulier les batteries, que l'on retrouve par ailleurs dans des véhicules Mercedes, Toyota ou encore Tesla. Quarante ans pile après les premières coopérations en Chine avec des constructeurs occidentaux, ce sont désormais les usines chinoises qui installent leur savoir technologique en Europe. ►



L'Association des constructeurs automobiles européens «n'a pas l'intention de contester

Sur l'électrique, Renaissance et le RN font le plein de tension

Alors que les troupes macronistes tentent de faire des véhicules électriques le symbole de leur bilan écologique et économique, les lepénistes les agitent en étendard contre des élites «hors sol».

Is ne prendront pas la route ensemble. Lancez les candidats aux européennes sur la voiture électrique, et c'est le clash assuré. Un objet de campagne et un révélateur des marqueurs de chacun. Valérie Hayer narre une industrie européenne décarbonée et «20 000 em-

ploiés dans le Dunkerquois». Les automobilistes au budget ric-rac pourront à terme économiser l'essence, fait miroiter la candidate Renaissance. «*Hors sol*», hurlent les autres. Favorables à l'interdiction de la vente de voitures à moteur thermique neuves en 2035, Marie Toussaint (Les Écologistes), Manon Aubry (LFI) et, dans une moindre mesure, Raphaël Glucksmann (PS), plaident pour l'essor du rail et plus de «sobriété».

Jordan Bardella agit régulièrement ce spectre. «*Cette mesure inquiète des millions de Français qui n'arrivent plus à se chauffer, à se soigner, se loger et à qui on vient dire: dans quelques années, vous allez devoir vous procurer un véhicule électrique qui*

coûte beaucoup plus cher», avertissait la tête de liste du RN sur BFM TV, le 27 mai. Une approximation qui laisse croire que toutes les voitures à moteur essence ou diesel seraient interdites d'ici dix ans alors que seule la commercialisation des neuves sera proscrire – on pourra encore rouler et acheter sur le marché de l'occasion. Et une façon toute lepéniste de se placer dans la défense des «petits» face aux «gros» technocrates. D'un côté, les foyers les plus modestes, habitants des zones rurales et périurbaines, mal desservies en transports en commun – cœur de l'électorat frontiste, dans les 20 000 communes où Marine Le Pen est arrivée en tête

en 2022. De l'autre, les habitants des métropoles qui peuvent se payer le luxe de l'écologie. «*Il y a là une forme de séparatisme*», dessine le député RN Pierre Meurin (Gard). *Les gens ont compris que pour les bobos, la bagnole c'est le diable alors que pour eux, c'est un moyen de survie. Chez les macronistes, comme chez les écologistes, il y a une forme d'électoratisme à taper sur ceux qui sont considérés comme des pollueurs, des ploucs des zones rurales qui, en plus, votent RN et roulent au diesel.* Référence à la pique de Benjamin Griveaux, alors porte-parole du gouvernement, qui avait traité le LR Laurent Wauquiez de «candidat des gars qui fument des clopes et roulent au die-

sel». «*Le RN s'adresse beaucoup au peuple de la route, aux gens qui roulent*», analyse Jérôme Fourquet, directeur du département Opinion publique à l'Ifop. *Ce n'est pas une niche électorale: la voiture est centrale dans la vie d'une majorité de nos concitoyens. Ils ne sont pas opposés à l'idée de bifurquer vers le véhicule électrique mais beaucoup le perçoivent comme un obstacle insurmontable, trop cher.*

«DOUBLE ANGOISSE»

En 2022, le RN avait contesté les Zones à faibles émissions (ZFE), renommées «Zones à forte exclusion». «*C'est le retour des châteaux forts avec les droits de passage*», dénonçait la députée Anne-Sophie

Frigout (Marne), autrice d'une proposition de loi pour abolir l'interdiction aux véhicules les plus polluants d'accéder aux centres-villes.

Préoccupée, depuis la crise des gilets jaunes en 2018, par toutes les grognés liées à la voiture, la majorité a flairé l'offensive du RN. «*L'état dans lequel ils veulent nous coincer, c'est: "Soit la Tesla et c'est du luxe, soit la voiture électrique chinoise mais vous allez tuer nos ouvriers de l'automobile"*». C'est faux mais l'extrême droite joue sur cette double angoisse, résume Clément Beaune, ex-ministre chargé des Transports. *Nous, on montre qu'on peut être pro-voiture électrique, soutenir l'industrie française et défendre les classes moyennes.*

Contrairement au projet de hausse de la taxe carbone, pas question d'engager la marche arrière. Depuis quatre ans, a fortiori avec la crise sanitaire qui a remis au goût du jour le concept de souveraineté, Emmanuel Macron a fait de la batterie électrique



la décision d'interdire les moteurs thermiques en 2035». MATHIEU THOMASSET, HANS LUCAS

un grigri autour duquel tisser un nouveau récit : celui d'une remontada industrielle, créatrice d'emplois, qui doit nous sevrer des énergies fossiles. En mai 2023, le Président annonçait l'implantation, au port de Dunkerque, d'une usine géante de batteries nouvelle génération par le taïwanais ProLogium. Une future gigafactory qui doit parachever une future «vallée de la batterie» dans ces Hauts-de-France marqués par la désindustrialisation, terreau du vote RN.

«COMBAT DÉPASSÉ»

Dans la roue du RN, Marion Maréchal (Reconquête) et François-Xavier Bellamy (LR) dénoncent un choix qui favoriserait les importations chinoises? Contresens, réplique le ministre chargé de l'Industrie et de l'Energie, Roland Lescure. «Renoncer à ce seuil de 2035, ce serait, au contraire, vendre la France aux pays producteurs de pétrole et aux Chinois. On veut donner des certitudes à nos industriels pour

qu'ils s'organisent et disposent d'un marché afin de pouvoir investir. Si on revenait en arrière, on ouvrirait le marché aux Chinois», défend celui qui s'agace de voir le RN «tenter de réinstaurer un clivage élite contre peuple, campagne contre ville. Comme sur le Flexit, l'euro, la sortie du marché de l'énergie, ils vont perdre ce combat dépassé».

Reste à convaincre que la voiture électrique sera accessible à tous. Le gouvernement mise sur le développement de la filière européenne dans la décennie 2024-2035 pour faire baisser les tarifs. Et promet deux mesures, un bonus écologique et le leasing social qui, victime de son succès avec plus de 50 000 commandes, a été suspendu pour 2024. Porte-parole du gouvernement, Prisca Thévenot y voit la preuve que «l'écologie à la française améliore la vie de nos concitoyens et des entreprises». Objet magique des macronistes, la voiture électrique symbolise une écologie des bonnes nouvelles et de

l'innovation théorisée par un chef de l'Etat friand de «croissance verte» et attaché à «la bagnole».

La charge du RN contre l'électrique s'inscrit dans un mouvement de backlash généralisé en Europe sur l'écologie, systématiquement caricaturée en «écologie punitive». Le RN a d'ailleurs suivi son cousin allemand d'Alternativ für Deutschland (AfD), qui en 2019, a fait campagne pour «sauver le diesel». «En Allemagne où a été inventé le moteur diesel, l'AfD en a fait un marqueur politique et identitaire. Pour eux, supprimer le moteur thermique, c'est anti-allemand. Et le RN a embrayé», note l'eurodéputé Renew Pascal Canfin. Durant la campagne, le parti s'est contenté de répéter qu'en matière de baisse des émissions de CO₂, la France est l'un des pays les plus vertueux au monde. Comme si le changement climatique allait épargner les bons élèves.

LAURE EGYU
et NICOLAS MASSOL

Qu'en pense le reste de la classe politique?

Si écolos, insoumis et socialistes sont d'accord pour le maintien de l'échéance, la droite s'y oppose et multiplie les arguments démagogiques. Tour d'horizon des positions politiques.

La campagne a vu se multiplier les déclarations populistes sur la voiture électrique, remettant en cause la science, qui a pourtant tranché la question sur les avantages environnementaux de cette technologie sur tout le cycle de la vie du véhicule. A l'ombre du RN et de Renaissance (lire ci-contre), la gauche embrasse le discours scientifique sur ce sujet, tandis que LR et le reste de l'extrême droite ont multiplié les sorties démagogiques. On fait le tour des programmes et déclarations.

Ecolos, insoumis et socialistes pour une fois d'accord

Manon Aubry, Raphaël Glucksmann et Marie Toussaint ne veulent pas revenir sur la date de 2035. Tous les trois ont un discours plus ou moins similaire, estimant qu'il faut favoriser les véhicules électriques plus légers. «On doit assumer cette décision», tranche Manon Aubry, qui parle en revanche de «acceptabilité sociale», appelant à baisser les prix et à relocaliser la production automobile. Les candidats de gauche lient également cette électrification à une baisse du nombre de véhicules et le développement des transports en commun. Dans son programme des européennes, très fourni, Les Ecologistes souhaitent par ailleurs que «d'ici 2030, 100% des voitures du parc professionnel devront être électrique» et cherche à «encourager le couple autoproduction (notamment par le solaire) et mobilité électrique». Glucksmann, enfin, veut «permettre à chaque Européen qui en a besoin d'accéder à un véhicule électrique grâce à un Fonds social climat renforcé».

Le PCF pas sûr de la date

Du côté du Parti communiste français, l'affaire est moins claire. Alors qu'aucune mention du sujet n'est faite dans les 33 pages du programme, Jacques Baudrier, adjoint à la maire de Paris représentant la liste PCF lors du débat organisé par l'association TDIE, répondait sans ambages le 23 mai à la question: «Confirmez-vous la date de 2035 pour l'interdiction des voitures thermiques?»:

«La réponse est clairement oui» mais «il faut accompagner ce passage à l'électrique» avec notamment «des malus au poids» et des aides pour «le développement d'une filière française». Mais cinq jours plus tard, Léon Defontaine, la tête de liste, affirme vouloir repousser l'échéance de 2035. «Nous sommes pour une clause de revoyure car nous ne sommes pas prêts», précisait-il, avant de fustiger ce qui représente à ses yeux les contradictions de ses concurrents de La France insoumise et Les Ecologistes: «Avec le 100% renouvelable, il n'y aura pas de voitures électriques car nous ne produisons pas suffisamment d'électricité. On ne peut pas être pour l'électrique et contre le nucléaire ou l'extraction du lithium qu'il y a dans nos sols.» Contacté, le PCF confirme que «l'objectif serait de respecter le calendrier de 2035» mais qu'il y a plusieurs conditions à respecter, d'où l'idée d'une clause de revoyure. Confus.

LR a peur que l'UE devienne Cuba

La tête de liste Les Républicains, François-Xavier Bellamy, a passé sa campagne à taper sur les véhicules électriques. «On va condamner les Français à vivre à Cuba, en gardant éternellement leurs voitures d'occasion parce qu'ils ne pourront pas s'acheter de voitures neuves», a considéré François-Xavier Bellamy sur BFM TV fin mai, voyant l'effort entrepris en la matière comme «le plus grand cadeau qu'on pouvait faire à Xi Jinping». Parce qu'il ne veut pas «prendre parti au niveau européen pour une technologie ou pour une autre», François-Xavier Bellamy «défend par conséquent l'abrogation» de la règle de 2035. Dans son sixième rapport, publié en 2022, le Giec a pourtant «pris parti» en faveur des véhicules électriques face aux thermiques et hybrides, en particulier dans les pays où l'électricité est bas carbone, comme en France.

Reconquête veut abroger 2035

Vent debout contre l'échéance de 2035 et l'«hypocrisie» de l'interdiction de vente des voitures thermiques neuves, Marion Maréchal, de Reconquête, a ciblé l'extraction du cobalt par les enfants en république démocratique du Congo, matériau qu'elle estime «incontournable» pour produire une voiture électrique. Si la réalité du travail des enfants dans ces mines a été documentée, les batteries de type Lithium-Fer-Phosphate (LFP), qui représentent 40% des batteries produites en 2023, ne contiennent pas un seul gramme de cobalt. Cette matière première est donc loin d'être «incontournable». Mais pour-quoi s'embêter de ce genre de détail?

DAMIEN DOLE

Par
EMMALARBI

Le vent tourne-t-il en faveur des libertés individuelles au Maroc ? Dans le secteur de l'hôtellerie, selon plusieurs médias locaux, la règle non inscrite dans la loi mais généralisée – notamment à la demande des autorités – consistant à demander un certificat de mariage aux couples marocains, ou dans certains cas aux femmes seules, est devenue plus délicate. L'incertitude des hôteliers s'inscrit après la déclaration du ministre de la Justice, Abdelatif Ouahbi (Parti authentique et modernité, centre gauche), lors d'une session devant la Chambre des conseillers, la Chambre haute du Parlement marocain, le 21 mai. Le ministre y fustigeait la règle tacite, dénonçant une « atteinte à la vie privée » et « une violation de la loi ». Dans les faits, celle-ci résulte pourtant directement de l'interdiction pénale des relations hors mariage.

Effet d'annonce ou tournant politique libéral ? Si la nouvelle déclaration du ministre n'est pas sa première prise de parole sur des thématiques clivantes, elle intervient alors que le royaume s'apprête à réviser son code de la famille (la *Moudawana*). Entre septembre et mars, 1500 avis consultatifs d'associations et de membres de la société civile ont été reçus par le gouvernement, chargé du pilotage du projet de réforme par le roi Mohammed VI. Une commission chargée de la révision composée de six membres – du ministère judiciaire public, celui de la Solidarité, de l'insertion sociale et de la Famille ainsi qu'un représentant religieux et du Conseil national des droits de l'homme – a ensuite transmis ses conclusions au souverain pour arbitrage royal.

Enfin, le Parlement devrait sous peu voter le projet de loi, approuvé par le roi. Vingt ans après la dernière réforme, qui autorisait, entre autres, le divorce aux femmes ou limitait les mariages des mineurs et la polygamie, les attentes sont grandes. Dans ce contexte de renouveau tant juridique que sociétal, les enjeux de libertés individuelles, de protection de l'enfance et d'égalité entre les genres sont au cœur des débats entre courants modernistes et conservateurs.

« PLUSIEURS VOYANTS SONT AU VERT »

« D'un côté, on a une coalition majoritaire libérale et progressiste, de l'autre, on sort de dix ans d'islamisme au Parlement, et puis le roi a parlé d'être audacieux au sujet de la réforme, explique Ghizlane Mamouni, avocate et fondatrice de l'association Kif Mama Kif Baba qui lutte pour l'égalité et la justice de genre. Même s'il faut rester prudent, je crois que plusieurs voyants sont au vert pour laisser entrevoir une vraie réforme de fond. » Parmi les attentes de la militante féministe : obtenir le partage de la tutelle juridique dans le cadre d'un divorce. Actuellement, d'après la loi marocaine, sauf exception, la mère ne peut ni obtenir des documents

CODE DE LA FAMILLE Au Maroc, une réforme pour le fond ou la forme ?

Après six mois de consultations et un arbitrage royal attendu prochainement, le Parlement s'apprête à voter une révision de l'obsolète « Moudawana ». Mais entre les grandes attentes des mouvements progressistes et le poids des milieux conservateurs, difficile de savoir jusqu'où le texte ira.

d'identité, ni décider d'un voyage ou d'une décision scolaire pour ses enfants sans l'accord du père, même en cas de garde exclusive à la mère. « Cette situation crée un vrai problème de recours devant les tribunaux, explique Amina Khalid, secrétaire générale de l'Institut national de solidarité avec les femmes en détresse. Ils pourraient assouplir cette règle dans le but de soulager la justice, ça peut passer. » Plus clivante mais tout aussi attendue par les militants de protection de l'enfance, l'épineuse question de la reconnaissance des enfants nés hors mariage reste l'otage des pressions conservatrices, malgré la réalité sociétale. Sous la loi actuelle, « un enfant né hors mariage n'a le droit ni à la filiation ni à la succession », souligne Abdessalam Saad Jaldi, chercheur au sein du groupe de réflexion marocain Policy Center for the New South et coauteur d'un rapport sur le sujet. « Pourtant, l'enfant ne doit avoir aucune responsabilité dans les actions de ses

parents, il a des droits indépendamment des circonstances dans lesquelles il a été mis au monde », argumente le chercheur. Modifier la loi reviendrait à reconnaître, a minima symboliquement, la réalité des relations sexuelles consensuelles entre adultes non mariés, aujourd'hui sanctionnées de peines allant d'un mois à un an de prison ferme. « Cela reste envisageable et pourrait ouvrir une nouvelle ère sociale », espère-t-il.

Bien qu'environ 50 000 enfants « illégitimes » naissent chaque année au Maroc et que la pression associative soit constante sur le sujet, la question de la filiation reste donc majeure. Difficile de savoir si le texte intégrera, ou non, la reconnaissance de ces enfants. « Il y a vingt ans, il y avait un vrai problème d'enfants des rues, souvent nés dans ces conditions. Aujourd'hui, l'enjeu est moins visible, à la fois parce qu'il y a moins d'enfants des rues mais aussi parce qu'il y a plus d'avortements clandestins », explique Pierre

Vermeren, historien chercheur à l'université Paris-1 Panthéon-Sorbonne et spécialiste du Maghreb. D'après l'Association marocaine de lutte contre l'avortement clandestin, 600 à 800 avortements clandestins sont pratiqués chaque jour dans des conditions sanitaires aussi aléatoires que déplorables. Pourtant, Amina Khalid a « très peu d'espoir de voir un vrai changement », en raison de la très forte « opposition » des milieux conservateurs.

« ENTRE TRADITION ET MODERNITÉ »

Égalité de succession, fin des mariages de mineurs, abolition de la polygamie... Au-delà de la filiation, impossible de savoir jusqu'où ira la réforme. « Nous ne sommes vraiment pas optimistes, continue la militante. Malgré notre engagement, le temps et l'énergie qu'on y met, le Maroc reste une société conservatrice et patriarcale. » Selon Ghizlane Mamouni, les freins à un chantier d'envergure sont avant

tout issus de la société civile. « C'est visible dans la rue et sur les réseaux sociaux », affirme la féministe. Mais nous essayons de déconstruire, de passer et d'informer même les plus conservateurs : on ne cherche ni à mimer l'Occident, ni à supprimer l'islam, ni même à changer le Maroc. » Une fois la réforme de la Moudawana votée, « il faudra aller plus loin et accompagner l'évolution du texte de loi », assure Abdessalam Saad Jaldi. Autrement dit, « promouvoir une culture égalitaire et renforcer l'éducation citoyenne pour encourager les droits des femmes face aux camps conservateurs ».

Sur les bancs du Parlement aussi, les oppositions se font tenaces. Le 4 mars, Abdelilah Benkirane, secrétaire général du Parti de la justice et du développement (PJD, islamiste) et ex-chef du gouvernement, fustigeait le projet de réforme. « Le fondement qui a construit cette nation est la religion », affirmait l'ancien Premier



Une manifestation à l'appel



du mouvement féministe Hiya pour demander une réforme du code de la famille, à Casablanca en juin 2023. PHOTO MILLA MORISSON, HANS LUCAS

ministre, appelant à «faire tout ce qui est nécessaire pour préserver la famille». Pour autant, avec seulement 13 sièges sur 395 à la Chambre des représentants, le parti religieux au pouvoir pendant une décennie (2011-2021) n'est plus en position de peser sur la réforme. «Mis à part politiser la religion et ménager leur clientèle électorale, ils ne peuvent pas grand-chose», tranche Ghizlane Mamouni.

In fine, c'est Mohammed VI, souverain et commandeur des croyants –l'islam a le statut de religion d'Etat dans le royaume chérifien– qui aura le dernier mot. «Je ne peux autoriser ce que le très-haut a autorisé», rappelait-il en juillet 2022, à l'occasion de la Fête du trône. «Tout l'enjeu de la réforme est d'établir un juste équilibre entre tradition et modernité», résume Abdessalam Saad Jaldi. «Je crois que le roi est sincèrement sensible aux enjeux d'émancipation des femmes, davantage que son père,

mais sa limite est ce qui est inscrit en noir et blanc dans le Coran», analyse Pierre Vermeren.

Pour Ghizlane Mamouni, loin d'être une contrainte, les préceptes religieux joueraient surtout en faveur d'une réforme. Tutelle, héritage, divorce, mariage... D'après l'avocate, «on peut largement arriver à une égalité parfaite sans autoriser

«Quand on préside une institution comme [le Conseil des droits de l'homme des Nations unies], on se doit d'être exigeant chez soi.»

Ghizlane Mamouni
avocate et fondatrice de l'association Kif Mama Kif Baba

des péchés capitaux, nos demandes n'en faisant pas partie». S'agissant d'un sujet «encore crispant», Abdessalam Saad Jaldi appelle quant à lui à «laisser le libre choix au bon vouloir des familles» concernant l'héritage ou la succession. Dans le contexte actuel, les filles héritent moitié moins que leurs frères, et en cas d'absence de garçon dans une fratrie, l'héritage est fléché vers les hommes de la famille les plus proches.

Pour lutter contre le mariage des mineurs –dont la criminalisation fait consensus auprès des acteurs civils et des institutions– ou la polygamie, «le roi peut maximiser les conditions juridiques, jusqu'à rendre les dérogations presque impossibles», suggère Pierre Vermeren. Car si la dernière réforme fixe l'âge des époux à 18 ans, l'article 20 du code de la famille permettant aux juges des affaires familiales de passer outre a fait de l'exception la règle. Sur la seule année 2020, plus de 13 000 dérogations sur 20 000 de-

mandes ont été délivrées pour marier des mineures. «C'est là sa marge de manœuvre dans la réforme, ne pas changer drastiquement la loi mais durcir l'encadrement des juges en rendant le plus résiduel possible leurs libertés d'interprétation», ajoute l'historien. Par ailleurs, les disparités sur l'application de la loi sont particulièrement marquées entre les zones rurales et urbaines. «On observe un réel écart entre des juges libéraux, qui se permettent une certaine ouverture d'esprit en faveur des femmes à Casablanca, Tanger ou Rabat, et des juges plus conservateurs, notamment en zones rurales», précise Abdessalam Saad Jaldi.

UN RÔLE QUI OBLIGE À UNE AUTOCRITIQUE

Le royaume du Maroc a pris la tête du Conseil des droits de l'homme des Nations unies pour l'année en cours : un rôle stratégique mais qui oblige aussi à une certaine autocritique. «Quand on préside une institution comme celle-ci, on se doit

d'être exigeant chez soi», interpellé Ghizlane Mamouni. Partenaire privilégié de l'Union européenne, malgré les brouilles diplomatiques avec la France ou l'Espagne et les tensions persistantes au sujet du Sahara occidental, revendiqué par le Maroc mais considéré comme un «territoire non autonome» par l'ONU, «le roi est aussi très sensible à l'image du Maroc à l'étranger, auprès de l'UE, de ses partenaires ou des ONG notamment», décrypte Pierre Vermeren.

Alors qu'au lendemain des printemps arabes, la Tunisie était apparue comme nettement progressiste vis-à-vis des droits individuels, prenant une prédominance sur la scène internationale, «le Maroc a ici l'occasion de récupérer un leadership perdu sur la question des mœurs dans le monde arabe», assure le chercheur à Paris-1. Il faudra attendre encore quelques semaines ou mois pour savoir si la nouvelle Moudawana répondra à ces attentes. ◆

COMMÉMORATION DU D-DAY

Shortcut Events, l'agence qui gagne toutes les batailles

La société d'événementiel qui organise la cérémonie internationale à Omaha Beach jeudi rafle toutes les célébrations au Panthéon depuis 2002, au point d'être soupçonnée par des concurrents de bénéficier d'un soutien indu au sommet de l'Etat, voire d'appels d'offres pipés.



L'inauguration d'une stèle en hommage aux commandants de marine, sur la plage d'Omaha

Par
LAURENT LÉGER

Ils affichent la réussite insolente des gagnants qu'aucun échec ne risquerait de ternir. Et pour cause: Christophe Pinguet et Lionel Laval, les propriétaires et patrons de l'agence d'événementiel Shortcut Events, sont les nouveaux grands manitous de l'orga-

nisation de gros événements publics. Ce sont eux qui ont conçu – entre autres – le show du 80^e anniversaire du Débarquement, à Omaha Beach dans le Calvados (Normandie) ce jeudi en présence d'Emmanuel Macron, de quelque 25 chefs d'Etat – dont l'Ukrainien Volodymyr Zelensky – et de milliers de personnalités et de participants. Le duo n'est pas des plus modestes: dans le magazine *Forbes*, il se gargarise

en 2019 d'avoir créé des «moments forts» contribuant «soit à l'histoire de France» soit «à celle de l'humanité», tempérant son propos d'un «rien que ça!», seule manifestation d'autodérision dans l'entretien.

La cérémonie d'Omaha Beach devrait permettre à l'agence d'entrer définitivement dans la cour des grands... et de mettre en lumière des questions qui se posent depuis plusieurs années. Depuis vingt-deux ans, Shortcut Events a en effet raflé l'organisation de toutes les cérémonies du Panthéon, l'un des monuments phares du patrimoine, sous tutelle du

ministère de la Culture via le Centre des monuments nationaux (le CMN, l'établissement public qui gère une centaine d'édifices historiques). Des événements autour desquels la nation est censée se réunir, symboliques et solennels, qui concentrent l'attention des pouvoirs publics et des médias, et au cours desquels le Président de la République prononce un incontournable discours. Une formidable carte de visite pour une agence de com, et des recettes financières non négligeables: le budget d'une panthéonisation tourne autour de 1,5 million d'euros.

Shortcut a-t-elle bénéficié d'une succession de miracles? D'un soutien indu de l'Élysée et du ministère de la Culture? Voire d'appels d'offres pipés, alors que l'organisation des cérémonies sous l'égide des pouvoirs publics doit obéir aux règles strictes de la commande publique? L'agence a-t-elle aussi bien le trans-

fert des cendres d'Alexandre Dumas en 2002 que la célébration des 10 ans de la loi de reconnaissance de la traite et de l'esclavage (2011), sans oublier les panthéonisations d'Alimé Césaire (2011), des quatre résistants Geneviève de Gaulle-Anthonioz, Jean Zay, Germaine Tillion et Pierre Brossolette (2015), de Simone et Antoine Veil (2018), de Maurice Genevoix (2020), de Joséphine Baker (2021), de Melinee et Missak Manouchian (février 2024). Selon nos informations, les deux derniers événements n'ont d'ailleurs attiré qu'une seule entreprise candidate: Shortcut. «Tout le monde avait compris que ce n'était plus la peine de tenter le coup», soupire un patron d'agence, douché par l'omniprésence de son concurrent.

DES PATRONS ENTRE PARIS ET SAINT-TROPEZ

Des signaux d'alerte ont été adressés à ce sujet à l'Élysée, mettant en garde sur le «gros sujet qui se pose en termes d'équité», dit un témoin. Car si les appels d'offres sont formellement passés – et payés in fine – par les donneurs d'ordre officiels, tels le ministère de la Culture ou le CMN, c'est néanmoins l'Élysée qui décide, en raison de la présence du chef de l'Etat aux cérémonies. Les réunions de pilotage réunissent généralement le directeur de cabinet et le chef de cabinet du Président, ainsi que ses conseillers en charge des discours, des questions mémorielles, de la culture, sans oublier le directeur chargé de



Christophe Pinguet et Lionel Laval, de Shortcut Events. O. ROLLER / DIVERGENCE

ENQUÊTE



Beach, à Saint-Laurent-sur-Mer (Calvados). PHOTO LOU BENOIST, AFP

Aux fêtes des dirigeants de Shortcut, on croise Amanda Lear, Mireille Mathieu, Orlando, le producteur Gilbert Coullier ou Frank Riester, chargé du Commerce extérieur.

«l'image, des cérémonies et des grands événements», au sein des services de l'Elysée. Créée en 1996 par des Allemands, Shortcut Events a ensuite été reprise par Christophe Pinguet et Lionel Laval, et a grossi sous les radars. Le groupe Havas (filiale de Vivendi) est entré à son capital en 2021, mais l'agence s'était déjà imposée dans le luxe, la culture et l'industrie, organisant par exemple des dîners de gala des Amis américains du Louvre, des événements pour les marques de LVMH ou l'assemblée générale des actionnaires de Vinci. Entre Paris et Saint-Tropez, ses patrons, qui ont annoncé leur union maritale dans la presse, fréquentent le peuple du showbiz et de grosses fortunes de l'industrie. «Avant le Covid, Shortcut organisait chaque année une mega-soirée de relations publiques», raconte un habitué. A leurs fêtes, on croise Amanda Lear, Mireille Mathieu,

Orlando, le producteur Gilbert Coullier ou Frank Riester. Ancien ministre de la Culture entre 2018 et 2020, ce dernier est aujourd'hui chargé du Commerce extérieur.

Introduits dans les sphères politiques de droite, très actifs sous la présidence de Nicolas Sarkozy, Pinguet et Laval et l'opérationnel semblent «sérieux» sans être «forcément les plus créatifs», constate un ancien de l'Elysée, qui pointe la reconnaissance dont l'agence fait l'objet au ministère de la Culture: en novembre 2009, Christophe Pinguet a été décoré de l'ordre des Arts et des Lettres par Jean-Jacques Aillagon, alors président du château de Versailles et ancien titulaire de la rue de Valois.

CONTESTATION DE LA FAMILLE VEIL

Mais si des doutes affleuraient jusqu'au milieu des années 2010, ils se sont cristallisés autour de l'hommage de la nation rendu à Simone et Antoine Veil, le 1^{er} juillet 2018. L'un des candidats à l'appel d'offres se souvient que sept des «plus belles agences» se sont positionnées pour cette cérémonie et ont construit des propositions de scénographie et de logistique, des centaines de pages rédigées dans des délais drastiques: à l'issue de la première manche, c'est Shortcut qui caracole en tête. En deuxième position arrive l'agence Magic Garden, un concurrent de taille similaire, qui intervient régulièrement sur des événements grand public – elle a **Suite page 10**

Pour Macron, les cérémonies débarquent à point nommé

En visite normande à partir de ce mercredi, le Président veut renvoyer l'image d'une UE fédérée à quelques jours du scrutin européen qui s'annonce difficile pour la majorité.

Le Débarquement, c'est indiscutable, a eu lieu le 6 juin 1944. Et «c'est une date que nous avons plutôt tendance à respecter», ironise-t-on à l'Elysée pour balayer les soupçons de récupération des commémorations à des fins électorales. Qu'y peut-il, Emmanuel Macron, si l'anniversaire du D-Day tombe trois jours avant le scrutin européen? Qu'y peut-il encore si le message qu'il viendra délivrer colle parfaitement au contexte de ces élections, marquées par l'agression russe en Ukraine et une poussée des nationalistes dans l'Union européenne? Jeudi, à Omaha Beach, où, quatre-vingts ans plus tôt, les barges d'assaut ont déchargé plus de 34 000 soldats américains, le chef de l'Etat rendra hommage, devant le président américain, Joe Biden, son homologue ukrainien, Volodymyr Zelensky, et le chancelier allemand, Olaf Scholz, aux forces alliées, venues par la mer et les airs extraire la Normandie des mâchoires nazies, permettant ensuite au continent de se libérer. Le hasard du calendrier fait bien les choses, et après une campagne, par vent de face, son camp ne compte pas s'en priver.

Concurrence. Tirant sur la corde, Emmanuel Macron s'est invité, jeudi soir, dans les JT de TF1 et de France 2, pour évoquer depuis Caen les dossiers internationaux et, tant qu'on y est, les européennes. Enième intrusion du couple exécutif dans la campagne de Valérie Hayer, qui laisse une impression de «pousse-toi de là que je m'y mette». L'arcom, régulateur de l'audiovisuel, a averti mardi que «tout ou partie des propos tenus» lors de

l'interview présidentielle «pourra être pris en compte» dans le temps de parole de la liste Renew.

Les cérémonies autour de la bataille de Normandie peuvent-elles inverser le cours des courbes? Désespérés de voir leur candidate, Valérie Hayer, plafonner à 16% dans les sondages, les macronistes estiment que si ça ne fait pas de bien, ça ne fera pas de mal. «Les images seront belles, ça rassurera les personnes âgées qui sont maintenant l'électorat d'Emmanuel Macron», se réjouit un interlocuteur du chef de l'Etat. «Le Président va donner du sens à la construction européenne qui nous permet de vivre en paix depuis soixante-quinze ans. Si ça ne mobilise pas, qu'est-ce qu'il faut! La campagne des autres s'arrête le 5 juin, pour nous, elle va jusqu'au 7», lâche un colistier d'Hayer qui se régalait de voir privés de réplique les adversaires indignés de cette concurrence déloyale.

A un député Renaissance, croisé il y a un an à la célébration du millénaire de l'abbaye du Mont-Saint-Michel, Macron avait confié envisager, pour les 80 ans du Débarquement, un déplacement dans la veine de son «itinérance mémorielle» de 2018 pour le centenaire de la Grande Guerre. Avec la Mission de la Libération, chargée d'organiser le cycle commémoratif, l'Elysée a envisagé un périple de trois jours. Ce mercredi à Plumelec (Morbihan) il doit célébrer le maquis de Saint-Marcel et les premiers parachutistes de la France libre. Puis il se rendra Saint-Lô (Manche), rasé par les bombardements alliés pour gêner les acheminements de renforts allemands, avant de saluer la mémoire des 77 résistants fusillés par

les Allemands dans la prison de Caen. Invité, jeudi, au mémorial britannique de Ver-sur-Mer et au cimetière américain de Colleville-sur-Mer, le chef de l'Etat doit présider la cérémonie d'Omaha Beach. Vendredi, avant d'assister à une prise d'armes à Cherbourg, il s'exprimera à Bayeux, en écho aux deux discours du général de Gaulle le 14 juin 1944 et le 16 juin 1946. «Bayeux, c'est le retour de la France et le rétablissement de l'Etat républicain. C'est un message qui fait écho à nos enjeux contemporains», affirme l'Elysée, où l'on se fait fort de «commémorer toutes les mémoires» au fil de ces huit étapes, temps fort d'un «cycle mémoriel» qui s'achèvera cet été avec l'anniversaire du Débarquement de Provence et de la Libération de Paris. Marqué par les récits des exploits des compagnons de la Libération et du commando Kieffer, Macron a enterré les derniers de ces héros. Il y a un an, en marge des cérémonies à Arromanches, il confiait une mission à Léon Gautier, chef d'œuvre le 6 juin prochain. Le dernier «bêret vert» s'est éteint en juillet et 2023.

«Jeunesse». De la panthéonisation de Missak Manoukian à son discours à Dresde, le 27 mai, le Président a pour habitude de couvrir passé et présent pour adresser des messages au futur. «L'extrême droite, ce vent mauvais souffle en Europe, réveillons-nous», prévenait-il dans la ville allemande, sans doute plus à sa place que lorsqu'il se propose de rejouer le débat face à Marine Le Pen. Ses proches ont alors noté que le discours n'était pas que sombre. «Le Président parlait à la jeunesse, il veut installer l'idée d'une Europe positive», relève un ex-ministre qui l'a vu lors de sa visite d'Etat à Berlin et l'a trouvé «optimiste» sur l'issue du scrutin: «Il pense que ce n'est pas joué.» D'où la volonté macronienne de tenter le tout pour le tout. Et surtout de s'en charger lui-même, espérant encore que dimanche ne soit pas son jour le plus long.

LAURE EQUY

«La campagne des autres s'arrête le 5 juin, pour nous, elle va jusqu'au 7.»

Un colistier de Valérie Hayer

Suite de la page 9 notamment organisé le 70^e anniversaire du Débarquement, en 2014. Les deux finalistes sont convoqués, et Magic Garden se voit proposer de retravailler sa technique vidéo par la commission chargée de trancher. En vain. Quelques jours plus tard, l'agence, qui n'a pas souhaité répondre à *Libération*, est éliminée au profit de Shortcut et perd le référentiel qu'elle a engagé en justice. Mais il y a un hic, la famille Veil tique. Évidemment associés à l'hommage qui sera rendu par la République à leurs parents, Jean et Pierre-François Veil se sont vu présenter les projets des agences finalistes de la compétition lors d'une réunion à l'Élysée. «*Ils s'étaient prononcés pour celui proposé par Magic Garden, se souvient un témoin, tout simplement parce que cette dernière fait travailler un artiste. David Teboul, qui a noué une profonde amitié avec leur mère.*» Notamment à l'occasion d'un documentaire sur et avec elle en 2003.

Les Veil font savoir haut et fort qu'ils ne veulent pas de la cérémonie choisie : ils ne connaissent pas les agences en lice mais trouvent le projet artistique incluant David Teboul plus pertinent. En sus d'une installation néon présentant une citation de Simone Veil, à côté de son cercueil, ce dernier propose d'immerger tout le quartier dans une bulle sonore, en diffusant dans de puissants haut-parleurs des entretiens enregistrés de l'ancienne déportée à Auschwitz. Il souhaite également mettre en scène le son du jour qui se lève sur le camp de concentration, en diffusant le «*silence de l'aube*» (racontait David Teboul à *Libération* en 2018 ; il n'a pas souhaité nous répondre pour cet article).

L'Élysée va donc demander à Shortcut d'inclure les installations sonores et lumineuses de l'artiste dans la cérémonie. «*L'hommage a pu ainsi bénéficier d'une âme qui en aurait été absente*», analyse une partie prenante. Le CMN règle l'œuvre à l'artiste et demande à Magic Garden, par l'intermédiaire du président de l'institution de l'époque Philippe Bélaval, de signer une lettre de renonciation à tout recours juridique. Mais l'agence n'a jamais obtenu l'indemnisation promise. Un vrai «*miam contractuel*», selon la même source.

LUNE DE MIEL ROUTINIÈRE

L'incident laisse des traces. Une association professionnelle regroupant une centaine d'agences, l'Événement, rédige alors un projet de lettre à Françoise Nyssen, ministre de la Culture à l'époque. Ce document consulté par *Libération* pointe les coulisses douteuses de l'attribution des marchés publics : «*S'il était déjà évident et connu que les structures publi-*

ques contraintes par la loi de faire des appels d'offres publics avaient parfois des pratiques contestables afin de favoriser certaines candidatures, ce nouvel exemple démontre l'urgence de la mise en place d'un dialogue avec les représentants de la profession.» Mais la missive est restée dans un tiroir. «*Quand on attaque, on est triché*», résume un professionnel. Comme par hasard, «*personne n'a le souvenir*» de cette lettre, ose le président actuel de l'Événement.

Concernant l'hommage au couple Veil, «*il n'y a eu aucun transfert de scénographie*», assure Shortcut, qui dit avoir conçu celle-ci en collaboration avec son «*équipe d'historiens*». «*Cependant, David Teboul connaissait M^{me} Simone Veil, il a proposé à sa famille d'exposer au Panthéon une œuvre sonore, à l'occasion de la cérémonie et pour l'ouverture publique qui n'était pas dans notre scope. Comment aurions-nous pu refuser ?*»

Entre le CMN et Shortcut, c'est la lune de miel routinière. «*Cette société connaît désormais tous les petits secrets du Panthéon : c'est du travail professionnel, classique, sans grande*

C'est avec Philippe Bélaval comme conseiller d'Emmanuel Macron que, pour la première fois, le Président a reçu l'un des deux patrons de Shortcut.

créativité, donc sans risque d'exécution», remarque un témoin. Une fonctionnaire du CMN, qui a géré la plupart des cérémonies depuis 2015 et assiste parfois aux présentations orales des projets finalistes, est notamment proche des patrons de l'agence – ils se laissent des bisous et des gentillesse sur Facebook depuis des années, ce qui a fini par se voir. Sollicité par *Libération*, le CMN nie tout favoritisme et précise que les appels d'offres sont menés «*sous le contrôle de plusieurs directions*» et font l'objet d'«*une commission interne des marchés, en présence de membres extérieurs au CMN, qui se prononce sur l'attribution*». Les volets scénographiques, techniques et financiers de chaque projet sont notés et pondérés par cette commission pour aboutir à une notation finale.

«LE ROMAN NATIONAL, UNE PASSION PERSONNELLE»

Selon nombre d'agences de com et d'événementiel, les dirigeants de Shortcut seraient proches de Philippe Bélaval, un homme clé des grandes cérémonies publiques depuis le début des années 2010. Conseiller d'État décrit autant comme affable qu'insondable, il a en effet dirigé la direction générale des patrimoines et de l'architecture du ministère de la Culture avant d'être nommé président du CMN en 2012 puis choisi par Emmanuel Macron en janvier 2023 à ses côtés comme «*conseiller spécial culture*». France Télévisions n'a pas hésité à le présenter comme un

«*monument du patrimoine*». Sollicité, l'Élysée n'a pas souhaité commenter.

En tout cas, c'est avec Bélaval comme conseiller d'Emmanuel Macron que, pour la première fois, le président de la République a reçu l'un des deux patrons de Shortcut, Lionel Laval, alors que l'agence était chargée de la panthéonisation des Manouchian, sans qu'il soit possible de savoir la date exacte de la rencontre. Du jamais-vu, selon des anciens de l'Élysée. Quelques semaines auparavant, le 30 octobre, Shortcut avait organisé l'inauguration de la Cité internationale de la langue française à Villers-Cotterêts, dans l'Aisne. Là encore, après un appel d'offres du CMN. Là encore, des agences ont jeté l'éponge en cours de route, et Shortcut l'a emporté contre une seule finaliste.

«*Nous ne sommes pas proches de M. Bélaval. Sur 2 500 événements de prestige que l'agence a conçus depuis vingt-sept ans, nous avons orchestré environ quinze cérémonies ou événements liés à la France et à son roman national, reflétant une passion personnelle pour Lionel et moi*», se défend Christophe Pinguet à *Libération*. Et d'ajouter : «*Nous avons développé une expertise dans les cérémonies de panthéonisation qui se sont multipliées ces dernières années*», des prestations qui ont «*aujourd'hui fait l'objet de procédures d'appel d'offres*».

En 2019, le projet de panthéonisation de l'écrivain Maurice Genevoix devait, selon diverses sources, être attribué à une autre agence finaliste que Shortcut. «*Mes contacts m'avaient prévenu : tu es moins cher et tu as la meilleure note*», se souvient le responsable de cette société, qui avait œuvré pour les 100 ans de la fin de la Grande Guerre, en novembre 2018. Mais l'appel d'offres est alors annulé au prétexte que la cérémonie est repoussée d'un an. Une nouvelle procédure est lancée à l'été 2020, pour un hommage à Genevoix programmé le 11 novembre 2020. Écœurée par les rumeurs qui laissent entendre que Shortcut risquait d'être désignée quoi qu'il arrive, l'agence n'a finalement pas présenté de dossier. Et c'est bien l'«*entreprise fétiche*» du CMN, selon une source, qui a été désignée pour organiser la panthéonisation. A huis clos, pandémie oblige. ♦



L'agence s'est chargée de la panthéonisation de Simone et Antoine Veil, le 1^{er} juillet 2018 à Paris. PHOTO LUDOVIC MARIN, AFP



Le président du CNM, Philippe Bélaval. PHOTO AGNÈS DHERBEYS, MYOP

QUINZAINE EN SALLE CANNES 2024



RETROUVEZ LA SÉLECTION **DANS VOTRE SALLE** DU 5 AU 16 JUIN



L'ancien maire de Bègles Noël Mamère lors du premier mariage gay, le 5 juin 2004.



Stéphane Chapin et Bertrand Charpentier lors de leur union, il y a vingt ans.

Mariage homosexuel

A Bègles, la démarche des fiertés

A l'occasion du vingtième anniversaire de la première union homosexuelle, célébrée par Noël Mamère mais invalidée par la justice, retour dans la ville de Gironde, où un couple d'hommes va renouveler ses vœux ce mercredi. Un hommage à ce geste militant, moment précurseur pour les droits LGBT.

REPORTAGE

Par **MARLÈNE THOMAS**
Envoyée spéciale à Bègles (Gironde)
Photos **RODOLPHE ESCHER**

Il se souvient de ses premiers pas dans les rues de Bègles en 2020, de cette sensation de fouler l'histoire, d'en absorber l'énergie. « Dans le bus m'emmenant au lycée où j'allais enseigner, je regardais partout autour de moi et je me disais "mais c'est Bègles", c'était là ! » Pablo a 46 ans. Ce mercredi, le Tourangeau d'origine dira oui une seconde fois à Stéphane au sein de la mairie de cette ville industrielle de la banlieue de Bordeaux (Gironde). Un mariage engagé, face aux caméras, après une première cérémonie surprise à leur image avec arrivée en Rosalie et spectacle, célébrée le 25 mai, en présence de leurs familles et amis. C'est sous ces mêmes boiseries, dans la bâtisse héritée d'une famille de morutiers, que vingt ans auparavant le premier mariage d'un couple de même sexe, celui de Stéphane Chapin et Bertrand Charpentier (depuis séparés), a été célébré en France par le député et maire écolo Noël Mamère. Une étape décisive vers l'adoption neuf ans plus tard de la loi Taubira, ouvrant le mariage et l'adoption aux couples homosexuels.

«UNE PART D'INCONSCIENCE»

« C'était un mariage normal, pas un mariage arrangé entre militants depuis Paris. Tous les jours des personnes se marient, des riches, des pauvres, des intelligents, des cons. Cela a donné beaucoup plus de force à ce mariage prémoniteur du changement », cadre Chris-

tian Merlette, ancien directeur de cabinet du seul candidat écolo ayant dépassé les 5% à une présidentielle.

La fêce de 2004 a, depuis bien longtemps, laissé place au calamine à Bègles. Il est difficile d'imaginer les centaines de manifestants (pro et anti-mariage) amassés devant les grilles en fer forgé de la mairie, de se les représenter barrant chacune des entrées, de mesurer la violence homophobe qui s'était exprimée sous les caméras de plus de centaines de journalistes. «L'extrême droite était présente. Philippe de Villiers s'est menotté aux grilles de la mairie en demandant la révocation de Noël Mamère. C'était une hystérie. On a entendu des mots qu'on n'aurait jamais voulu entendre comme "les pédés à Auschwitz", déroule Christian Martelle. Clément Rosignol Puech, actuel maire de Bègles, faisait, lui, partie des militants appelés en renfort pour assurer la sécurité: «C'était un moment d'intense émotion et de forte pression. Il y a eu quelques échouffourées et des doigts tendus.»

sur les milliers de mariages célébrés à la mairie de Bègles, dont 5 % de couples de même sexe depuis 2013, aucun n'aurait autant imprégné ses murs : la porte doréobée par laquelle sont entrés les mariés ; le jardin où Christian Merlette a couru déposer un bouquet de peur qu'une bombe y soit logée ; ce canapé vert en cuir sur lequel Noël Mamère a dormi la veille de la célébration pour ne pas être empêché d'entrer ; la salle exigüe dans laquelle l'édile a prononcé le mariage avec une rare solennité ; le balcon parsemé de riz rose, mais aussi le standard où Stéphane Chapin et Bertrand Charpentier ont fait connaître leur désir d'être mariés et où ont afflué, des semaines durant, des appels insultants. « Je savais que ça susciterait des débats, mais je n'imaginais pas une seconde que ça entraînerait autant de fracas. Quand on prend des risques, il faut avoir une part d'inconscience, sinon on ne le fait pas », appuie Noël Mamère. Cette part d'inconscience a coûté : 4000 lettres d'insultes, des menaces de mort, une balle envoyée par courrier, des « colis remplis d'étrons » que Christian Merlette a lui-même dû ouvrir. Secrétaire général du groupe écologiste de Marseille, à l'époque conseiller de Noël Mamère, Sergio Coronado écrit : « J'ai eu l'impression d'être devenu gay deux fois, quand j'en ai pris conscience, il y a bien longtemps, et au moment du mariage de Bègles par la violence de ces courriers-là ».

Le mariage militant se place au croisement de différentes trajectoires, se nourrissant ou se contraignant : celle de l'avocate Caroline Mécarry, du militant de la lutte contre le sida Daniel Borrillo, du philosophe Didier Eribon qui a publié le *Manifeste pour l'égalité des droits* dans le *Monde*, celle de Noël Mamère (et de son équipe), suspendu un mois de ses fonctions de maire par le ministère de l'Intérieur après la cérémonie ; celle des mariés devenus l'vres de cette gloire soudaine et celle du gouvernement, à la manœuvre pour empêcher un affront à loi. « Une idée brillante de quelques citoyens qui rencontre un politique courageux », résume Caroline Mécarry. Face à la levée de boucliers homophobes, l'opposition du gouvernement, la filiosité de la gauche, les associations LGBT « font bloc et adhèrent de façon plus massive au combat pour le mariage. » « Certaines associations dénoncent une norme bourgeoise et ne voulaient pas se conformer aux institutions hétéros. Le mariage de Bégès a permis de nous unifier », commente le chercheur Daniel Borrillo, qui a milité à l'association Aides. Amorcée par le front politique, la bataille se joue ensuite sur le terrain judiciaire. L'objectif ?

Faire trancher la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) pour faire avancer l'égalité des droits, cinq ans après l'adoption du pacte. « Dans le code civil, il n'y avait aucune définition du mariage comme étant l'union d'un homme et d'une femme. Seul un arrêt de la Cour de cassation de 1903 en faisait cette définition », note l'avocate des mariés, Caroline Méarcy, qui a accompagné la procédure judiciaire de l'annulation du mariage en première instance, jusqu'au rendu de l'avis de la CEDH en 2016.

«ALLER PLUS LOIN»

Il est facile de mesurer l'héritage de cet acte de désobéissance civile à l'aune de son poids politique, de son effet d'accélérateur vers l'adoption neuf ans plus tard de la loi Taubira. Avec le mariage, c'est l'adoption qui s'ouvre, c'est l'entrée des familles homoparentales, adouçonnées par le droit. Cela a permis ensuite d'aller plus loin et de demander l'ouverture de la PMA», poursuit Caroline Mécaro. Mais le retentissement de ces courages politiques, que salue Chirac,

Merlette, s'apprécia également à la lumière de l'empreinte individuelle que ce dernier n'a laissée. « Enfant, j'ai vite compris que je n'avais pas le droit d'être moi. Il y a vingt ans, alors que j'étais en train de m'assumer, c'était un réel espoir. Je me disais "un jour, j'aurais peut-être le droit de faire comme eux" ou en tout cas j'aurais le droit d'exister », se souvient Pablo. le souriait dans la voix. Originaires de



Franche-Comté, son futur mari Stéphane, 41 ans, ne «*s'était pour sa part pas découvert homosexuel*» en 2004. «*Je ne comprenais pas pourquoi cela faisait polémique*». Son regard est désormais plus aiguisé : «*Je suis fier d'habiter à Bègles. Cette ville est imprégnée de l'action de Noël Mamère*». Les habitants de cet ancien bastion communiste gardent une mémoire vive de ce tourbillon médiatique, en pleine fête de la morue, de ce clivage qui ne se souffe désormais plus qu'à bas mots. Sur le marché de Bègles, il y a bien cet homme qui soupire à notre question, cette dame âgée qui se fend d'un «*quel clown*» en direction de l'ancien maire, mais la plupart saluent un acte précurseur. Piments vacillant aux oreilles, Odette insiste : «*J'ai 78 ans et je ne changerai pas d'avis. Je suis pour la liberté, qui est-on pour décider qui a le droit d'être qui ? Qui a le droit de se marier ? C'est une fierté qu'on ait fait ça à Bègles*».

Casquette de la Coupe du monde de rugby vissée sur le crâne, Bernard regrette que ce mariage ait été terni par la condamnation pour vol, quelques années plus tard, du couple. «*Il n'empêche que Noël Mamère a mis la lumière sur la mairie, en montrant son ouverture d'esprit*», estime ce Bégalais de 72 ans. Saluant un «*acte visionnaire*», le patron du bistrot de quartier le Pénalty, Nordine Kaci, nuance dans un sourire : «*La vraie fierté d'un Bégalais, c'est le titre de champion de France de rugby en 1991*». Deux passages piétons arc-en-ciel, noircis par le ballet incessant des voitures, sont plus sceller cet héritage en face de la mairie. «*Il n'est été dégradés une seule fois, avant l'inauguration. Depuis, ils restent parfaits*», se rassure le maire, Clément Rossignol.

Puech, comme un signe que les temps auraient changé. Faire vivre l'héritage du mariage de Bègles, c'est aussi pour l'ancien chercheur au CNRS s'inscrire dans « la culture politique » impulsée par Noël Mamère. « Je tente actuellement d'obtenir une expérimentation de la consommation de cannabis et les gens font le lien avec le mariage. Ils se disent qu'un maire écolo peut faire avancer des questions sociétales, peut être précurseur. A la différence que, sans autorisation, je ne vais pas risquer de tomber pour trafic de drogues », lâche-t-il dans un rire. Cette démarche n'a pas échappé au patron du restaurant Fellini, Stefano Rossini : « Bègles est un gymnase des idées, où les gens s'entraînent à des idées s'appropriant à devenir des faits de société ». Clément Rossignol Puech envisage également de se saisir du sujet du mariage pour tous, en appelant à en combler certaines lacunes. « Il faudrait réécrire les articles du code civil du mariage, axés exclusivement sur la parentalité et très hétéronormés avec des "père, mère". Les mères peuvent servir à faire évoluer le droit », projette-t-il. Lors de la cérémonie de mariage symbolique de Pablo et Stéphane le 25 mai, la copie avait été révisée. Une liberté que l'édile ne pourra pas s'accorder le 5 juin, faute de voir l'union frappée de nullité.

«VOTRE MARIAGE EST BANAL.»

Cette fois-ci, un autre dispositif de sécurité n'est pas prévu. «*On va faire attention, mais on n'est pas inquiet*», assure Clément Rossignol Puech. Les futurs époux pondèrent cette crainte de contraction. «*Dans la rue, on ne s'embrasse pas comme on veut. On ne se donne pas la main, non plus, comme on veut. Cela dépend de l'endroit où nous sommes*», déplore Babou. Le dernier rapport de SOS homophobie publié mi-mai 2023 fait état d'une augmentation de 28% des agressions physiques. «*J'e pensais très sincèrement que le mariage de Bégles contribuerait à faire reculer l'homophobie, malheureusement elle est toujours bien présente. Toutefois, la loi Taubira a contribué à banaliser le mariage des couples de même sexe*», distingue Noël Mamère. Installé dans son restaurant cossu de Bégles, le Chiopot, Guy Vieu assume avoir fait partie du camp des «contres». Si la question de la filiation le «gêne toujours», cet octogénnaire a fait du chemin. «*Il faut savoir être dans le temps, on ne peut pas être dans l'oppression d'une tendance qui monte. Il faut évoluer*».

Le souvenir du deuxième mariage d'un couple de même sexe célèbre est presque aussi vif que le premier pour Noël Marelle. Nous sommes en juillet 2013. « Il y avait les deux témoins, un photographe de la famille et personne d'autre. Je leur ai dit, "vous voyez, aujourd'hui, votre mariage est banal. Il n'y a pas de bruit, pas de fureur, pas de clameur, pas de caméra. Vous êtes dans la société. C'est ce que je voulais." » Conscients que cette quiétude a été acquise de haute lutte, Pablo et Stéphane ne recherchaient pas la lumière. « Ce mariage le 5 juin, c'est un engagement citoyen. On le fait pour nous, nous avons un projet d'adoption au Brésil, mais aussi pour les jeunes, afin de leur montrer qu'ils peuvent avoir de beaux moments de vie, un mariage, une vie commune, et atteindre une espèce de normalisation du couple », espère Stéphane. De quoi se faire à leur tour passeurs d'espoir. ♦



Vingt ans après, jour pour jour. Pablo et Stéphane vont se marier à Bègles

LIBÉ.FR Le mariage de Bègles, une étape décisive

vers le mariage pour tous La première union entre deux hommes en 2004, invalidée par la justice, va alimenter la machine politico-médiatique. Le 23 avril 2013, la loi Taubira est adoptée. Analyse à lire sur notre site.



LIBÉ.FR

Autoroute A6 bloquée : sept militants de Dernière Rénovation relaxés en appel

La Cour d'appel de Paris a relaxé lundi sept militants écologistes du mouvement, devenu aujourd'hui «Riposte alimentaire», poursuivis pour avoir bloqué une autoroute pendant une demi-heure en octobre 2022. Ils exhortaient les pouvoirs publics à œuvrer en faveur de la rénovation thermique des bâtiments. Une décision rare. REMY ARTIGES

Elections en Inde: victoire en demi-teinte de Narendra Modi et son parti

Le parti nationaliste hindou BJP de l'actuel Premier ministre est arrivé en tête des législatives mardi, mais avec une majorité parlementaire réduite.

Par
LUCIEN JACQUES

La vague safran attendue n'a pas eu lieu. Le parti nationaliste hindou du Bharatiya Janata Party (BJP), au pouvoir, a remporté les élections législatives mardi, mais en sort grandement affaibli. Selon les résultats provisoires, la formation du Premier ministre, Narendra Modi, a perdu la majorité absolue dont elle jouissait depuis dix ans, et devra s'appuyer sur plusieurs partis régionaux pour gouverner. Narendra Modi, 73 ans, devrait se maintenir au pouvoir pour un troisième mandat, devenant ainsi l'un des trois premiers ministres indiens à servir aussi longtemps. Mais il est loin d'obtenir les 370 sièges qu'il avait réclamés aux électeurs, ni les 303 députés de la chambre sortante. Selon les estimations de la Commission électorale mardi soir, le BJP (sans ses alliés) obtient 240 sièges. «C'est un vrai désaveu pour Narendra Modi», réagit Gilles Verniers, chercheur en sciences politiques au Center for Policy Research, à New Delhi. *Toute la campagne a été menée en son nom, et il doit donc prendre la responsabilité de cette contre-performance.* La vraie surprise a eu lieu dans le nord hindiphone du pays, allant du Rajasthan au Bihar, qui est une forteresse du BJP depuis plus d'une décennie. Celle-ci a été perçue par l'opposition, particulièrement dans les zones rurales de l'Uttar Pradesh, plus pauvres et frappées par le chômage et les inégalités. «Cela révèle l'ampleur du mécontentement», poursuit Gilles Ver-



Narendra Modi arrive au siège de son parti à New Delhi mardi, après l'annonce de sa victoire. PHOTO ADNAN ABDI REUTERS

niers. Le BJP a pourtant tout fait pour galvaniser cet électoralat hindou du nord du pays, et capitaliser sur la construction d'un temple de Ram inauguré en janvier par le Premier ministre.

Incidents. Pour marteler ce thème religieux, Narendra Modi – qui a aussi été réélu comme député à Varanasi – a mené une campagne aux relents islamophobes : lors de plusieurs meetings électoraux, il a cherché à effrayer sa base,

L'HISTOIRE DU JOUR

en prétendant que si l'opposition gagnait, l'or des hindous allait être volé par les «infiltrés» et «ceux qui font beaucoup d'enfants», des termes souvent utilisés par le BJP pour désigner la minorité musulmane. Son parti a poursuivi dans la même

ligne, en diffusant sur les réseaux des dessins animés nauséabonds, qui montraient le chef de file du parti du Congrès, Rahul Gandhi, comploter avec les musulmans pour retirer tous les avantages sociaux des hindous de basse caste, en les jetant littéralement à la mer.

La commission des élections a été saisie par l'opposition et des milliers de citoyens, qui demandaient de sanctionner ces propos. Mais ses membres ont simplement rappelé le chef du

BJP à sa «responsabilité», et refusé d'émettre un quelconque blâme à Modi, qui a ainsi continué sur le même ton. Des incidents rares et inquiétants ont également perturbé le scrutin : dans au moins deux circonscriptions de l'Uttar Pradesh, à forte concen-

tration musulmane, des électeurs ont accusé, vidés à l'appui, la police régionale commandée par le BJP de les empêcher de voter. Ils leur auraient retiré leurs cartes d'identité et provoqué une cohue pour faire évacuer des bureaux de vote. Les policiers impliqués ont démenti les accusations, et la commission des élections n'a pas réagi. Cette baisse de popularité du BJP bénéficie principalement au parti du Congrès, qui connaît une sorte de renaissance après dix ans de déconfiture. Le parti historique des Nehru-Gandhi, sans leadership depuis une décennie, double le nombre de ses députés, pour obtenir environ 100 sièges. Après des débuts difficiles, l'opposition a réussi à s'allier dans une grande coalition, appelée «India», et à se répartir une partie des siè-

ges pour éviter la division de l'opposition. Une stratégie cruciale en Uttar Pradesh, où l'allié du Congrès, le Samajwadi Party (parti socialiste) a ralé près de la moitié des sièges régionaux.

Effet boomerang. Cette remontée de l'opposition est remarquable, considérant à quel point les agences fédérales, dirigées par le BJP, ont mis la pression sur ces partis : le Congrès a subi un redressement fiscal monumental qui a gelé une partie de ses comptes au début de la campagne, alors que le pilier de New Delhi, le parti Aam Aadmi (parti de l'homme ordinaire), a perdu son président, envoyé en prison le 22 mars dans une affaire supposée de corruption. Cette traque semble toutefois avoir eu un effet boomerang, car

l'opposition s'est saisie de cette incarceration pour faire campagne sur la «sauvegarde de la démocratie». Et le président de l'Aam Aadmi, Arvind Kejriwal, a même bénéficié de la clémence de la Cour suprême, qui l'a autorisé à sortir pendant six semaines pour faire campagne. Ces résultats ont bouleversé la Bourse indienne : celle-ci avait connu une hausse fulgurante lundi suite à l'annonce des sondages de sortie des urnes, qui prédisaient une victoire écrasante du BJP. Mardi, le Sensex, principal indice boursier du pays) a perdu près de 6%, entraîné par la chute des valeurs des entreprises d'Adani (entre 19% et 21%), un groupe réputé proche du pouvoir et qui a bénéficié de nombreux contrats publics dans l'énergie ou les infrastructures. ►

800 000

C'est le nombre de tracts supplémentaires que le PS a imprimé pour les européennes de 2024, par rapport à la présidentielle 2022. Avec la dynamique Raphaël Glucksmann, le PS vit sa meilleure vie et se mobilise bien plus que pour Anne Hidalgo en 2022. Ce qu'a confirmé mardi Eric Andrieu, directeur de campagne de Glucksmann, à la *Dépêche*: «On aura mené plus de 350 réunions publiques, et on voit une appétence dans une campagne plutôt "punchy" où on prend du plaisir. Pour 2022, le PS avait édité un million de tracts: là, c'est 1,8.»

Biden va fermer un temps la frontière mexicaine aux clandestins

A cinq mois d'un scrutin dont il espère sortir réel, Joe Biden s'attaque avec force à la vulnérabilité la plus à vif de son mandat: la politique frontalière, point de cristallisation d'un «système migratoire cassé depuis des décennies». Mardi, le Président a officialisé un décret exécutif censé l'autoriser à «suspendre l'entrée de non-citoyens qui traversent la frontière sud pour pénétrer aux Etats-Unis illégalement», dès lors qu'un seuil de 2500 interceptions quotidiennes serait franchi.

Ce plafond a été fixé afin d'empêcher que ne soient débordées les forces à la frontière dans l'interception, l'enregistrement et

l'éventuelle expulsion des candidats à l'exil.

Strict. Si le nombre d'arrivées de demandeurs d'asile est en chute significative ces derniers mois par rapport à l'an passé, il s'élevait encore à près de 4 300 entrées quotidiennes en avril. Les restrictions seraient en revanche levées dès lors que le volume de passages serait retombé sous 1500 pour sept jours consécutifs. C'est là l'acte de politique migratoire le plus strict de Biden. Sous la façade d'un volontarisme musclé, le décret se présente ouvertement comme un pis-aller, édifié sur les ruines d'un ambitieux projet bipartisan de réforme législative.

Arraché en début d'année, un accord historique avait été aussitôt torpillé par Trump: l'ex-président souhaitait à tout prix conserver pour principal véhicule de campagne le thème d'une immigration de masse. Il avait intimé aux républicains de boudier le texte «Soyons clairs, insiste un communiqué de la Maison Blanche, cette mesure ne permet pas d'obtenir les mêmes résultats que si le Congrès avait agi, et elle ne fournit pas le recrutement et le financement nécessaires pour sécuriser davantage notre frontière sud.» Car cette forme d'action par décret ne saurait se substituer à une loi qui aurait permis sur le

plan budgétaire, à revitaliser un système d'accueil aussi vétuste que dépassé.

Foudres. Si elle est critiquée à droite, car jugée trop laxiste («cette opération de "répression", même si elle est appliquée correctement, permettra encore à 1,75 million de nouveaux arrivants chaque année», se lamente le *New York Post*), l'annonce s'attire aussi les foudres d'une frange conséquente de la coalition démocrate, au sein de laquelle plusieurs organisations d'aide aux migrants ont déjà fait vœu d'aller en justice pour dénoncer l'illégalité de la mesure.

JULIEN GESTER
(à New York)



Roland Garros Blessé, Novak Djokovic déclare forfait pour les quarts de finale

Blessé au genou droit lors de son huitième de finale lundi – qu'il a remporté contre l'Argentin Francisco Cerúndolo – Novak Djokovic a déclaré forfait mardi pour la suite de Roland-Garros. «En raison d'une lésion du ménisque médial du genou droit (décélérée à la suite d'une IRM), Novak Djokovic, qui devait affronter Casper Ruud en quart de finale, doit déclarer forfait pour le tournoi», a expliqué la Fédération française de tennis dans un communiqué. Le Norvégien se retrouve automatiquement qualifié pour les demi-finales. Le Serbe perd également sa place de numéro 1 mondial au profit de l'Italien Jannik Sinner.

«C'est un immense plaisir [d'aller au Real Madrid] et un rêve qui se réalise, je suis libéré, soulagé.»



KYLIAN MBAPPÉ
joueur de foot libéré délivré

L'attaquant français Kylian Mbappé a tenu sa première prise de parole, après l'annonce de sa signature au Real Madrid, au cours d'une conférence de presse mardi à la veille du match amical France-Luxembourg à Metz. «Tout le monde a eu l'information, je vais être un joueur du Real durant au moins cinq saisons. C'est un immense plaisir, un rêve qui se réalise, je suis libéré, soulagé, extrêmement fier d'arriver dans ce club», a déclaré le capitaine des Bleus avant d'indiquer qu'«au PSG je n'étais pas malheureux, ce serait cracher dans la soupe, et cracher au visage de tous ces gens qui m'ont défendu, mais des choses et des gens me rendaient malheureux».



A l'Assemblée, des élus aux couleurs palestiniennes

Debout sous un tonnerre d'applaudissements, des députés écologistes, communistes et insoumis se sont présentés mardi dans les rangs de l'hémicycle vêtus d'habits aux couleurs du drapeau palestinien (vert, blanc, rouge et noir). Juste après la saynète parlemen-

taire, les débats se poursuivent quand l'élue LFI Rachel Keke, debout, brandit un drapeau palestinien. Ses collègues applaudissent une réplique du député du Nord (Liot) Benjamin Saint-Huile, qui interrogeait le gouvernement sur la reconnaissance d'un Etat

palestinien. L'esclandre ne tarde pas, la droite et l'extrême droite huent. Au Perchoir, la présidente de l'Assemblée, Yaël Braun-Pivet, lui adresse un rappel à l'ordre avec inscription au procès-verbal. «Je croyais que les choses étaient très claires», lance-t-elle. «Dehors!»

crie-t-on sur les bancs LR et RN. Une semaine après l'exclusion du député LFI Sébastien Delogu, pour le même geste que Rachel Keke, et à cinq jours des élections européennes, les insoumis intensifient la pression sur le gouvernement. **V.Bo.**

Par
JULIE RENSON MIQUEL

Records de température à répétition, vagues de chaleur marine, cyclones, incendies, sécheresses... En 2023, la violence et le rythme frénétique des événements extrêmes ont épargné peu d'êtres vivants dans le monde, marquant l'avènement d'une ère climatique «hors norme» en passe de devenir... la norme. Parmi toutes ces «anomalies», une en particulier turpinue les scientifiques : la surchauffe de l'Atlantique Nord. Cet océan subit de multiples canicules marines depuis mars 2023. Les températures de surface durant l'année y ont été supérieures de 0,74 degré en moyenne, par rapport à la période de référence 1991-2020, avec des pics à +4 voire +5 degrés par endroits. Du printemps 2023 à ce début juin, la région a quasi quotidiennement battu son record historique de température, dépassant même les 25°C en août et en septembre. Du jamais-vu depuis le début des mesures.

Les canicules marines ont beau se multiplier et s'intensifier depuis les années 80, l'Atlantique Nord en était jusqu'à présent relativement préservé du fait de sa proximité avec le Grand Nord et du système de courants océaniques (la circulation méridienne de renversement de l'Atlantique ou Amoc) qu'il abrite et qui joue un rôle crucial de thermostat du climat. Depuis plusieurs mois, les scientifiques ont lancé des études pour percer les mystères de cette surchauffe si inhabituelle. De premiers éléments de réponse commencent à émerger. Sans surprise, le réchauffement climatique d'origine humaine en est le principal moteur. «*Cette tendance lancinante depuis des décennies fait que l'on réchauffe l'océan jusqu'aux abysses, et en particulier en surface*», rappelle Jean-Baptiste Sallée, océanographe et climatologue au CNRS. 2024 est ainsi encore plus chaude que 2023, qui était déjà exceptionnelle. Et le réchauffement va continuer jusqu'au moment où on arrêtera d'émettre des émissions de gaz à effet de serre dans l'atmosphère. Même son de cloche du côté de l'ONU, qui, dans un rapport publié lundi, rappelle que l'océan s'est réchauffé deux fois plus vite ces vingt dernières années. Toutefois, le changement climatique n'explique pas à lui seul la brusque augmentation des températures de l'eau en mai-juin 2023.

ALIZÉS ET POUSSIÈRES DU SAHARA

Faut-il chercher la réponse du côté du phénomène naturel el Niño? Certes, en réchauffant de quelques dixièmes de degré le climat mondial, l'enfant terrible du Pacifique a contribué à faire perdurer les canicules marines de l'Atlantique Nord, notamment dans la partie tropicale. Mais il ne s'est officiellement déclenché qu'en juin 2023, soit après leur naissance. Son rôle est donc jugé marginal. Regardons plutôt du côté des configurations atmosphériques particulières et régio- ●●●



ATLANTIQUE NORD Une saison en enfer

Depuis plus un an, la température de ce puits de carbone majeur bat tous les records. Attelés à percer les mystères de cette surchauffe, les scientifiques penchent pour une combinaison d'anomalies atmosphériques sur fond de réchauffement lancinant.

Au large du Finistère, la floraison du plancton contre le carbone

Dans l'Atlantique Nord, le printemps est la saison des «blooms» de phytoplancton. Des chercheurs étudient l'effet du réchauffement sur ces micro-organismes, nécessaires pour lutter contre le CO₂.

En gravitant au-dessus de nos têtes, les satellites qui passent au peigne fin la planète bleue capturent en ce moment même des images envoûtantes au large du Finistère. Depuis quelques semaines, d'immenses rubans d'eau turquoise se mouvant au gré des courants viennent se mêler au bleu profond de l'océan. Le phénomène n'a rien d'habituel : le printemps marque le début de la saison des floraisons, ou «bloom» pour sa traduction anglaise, de phytoplancton dans l'Atlantique Nord. A l'instar des plantes sur la terre ferme, ces organismes unicellulaires végétaux utilisent la photosynthèse pour se développer ; ils captent le dioxyde de carbone et les nutriments dissous dans l'océan et, grâce à la lumière du soleil, les transforment en matière organique. Maillon essentiel de la chaîne alimentaire, ce peuple marin microscopique se fera en partie consommer dans les mois à venir par le zooplancton (plancton animal), qui sera à son tour dévoré par les poissons ou les crevettes.

Mystérieux. La partie qui aura résisté à ces appétits jouera un rôle primordial dans le cycle du carbone en coulant dans les profondeurs océaniques sous forme de petits flocons sédimentaires, surnommés «neige marine», dans lesquels le gaz est séquestré. «Le phytoplancton est le principal moteur de la pompe biologique de car-

bone. Il a une très forte capacité à piéger le CO₂ atmosphérique», explique Julia Uitz, océanographe au Laboratoire d'océanographie de Villefranche (Alpes-Maritimes). Pour percer les mystères des mécanismes à l'œuvre, les scientifiques se sont historiquement penchés sur la question des blooms de l'Atlantique Nord. Plus facile d'accès que le Pacifique Sud, cette région est aussi l'un des puits de carbone les plus efficaces de la planète.

Ce processus est notamment rendu possible par la circulation méridienne de renversement de l'Atlantique (ou Amoc). Un circuit de courants océaniques qui joue un rôle crucial de thermostat du climat. L'Amoc permet en effet d'enfouir dans les profondeurs océaniques la chaleur et le dioxyde de carbone captés en surface. Or, le CO₂ se dissout plus facilement dans les eaux froides. «Et puis, bien sûr, il y a les blooms de phytoplancton, abonde Julia Uitz. Dans l'Atlantique Nord, l'eau est froide en hiver et les mélanges verticaux très profonds font remonter des nutriments en surface.» Un vrai festin pour ces micro-organismes dont les floraisons deviennent particulièrement intenses au printemps, période où ils ont accès à la fois à cette nourriture abyssale, à plus de lumière solaire et à une eau de surface plus chaude.

Problème, les écosystèmes marins évoluent à une vitesse phénoménale en raison du changement climatique, de la pollution ou encore de la pêche. Vagues de chaleur, acidification, ressources halieutiques en chute libre... Autant de pressions d'origine humaine qui viennent perturber le système bien huilé du pommier de la planète. «Nos prédécesseurs, les premiers océanographes, étudiaient le phytoplancton à l'heure où tout allait encore bien, raconte la chercheuse. Aujourd'hui, nous devons comprendre des processus complexes alors

même que l'océan est en pleine mutation. Le tout, le plus vite possible, puisque désormais, le temps est compté.»

Résiliente. Il est pour l'instant «difficile» de discerner une tendance significative sur l'éventuelle augmentation ou diminution des efflorescences de phytoplancton à cause du réchauffement, complète Thibault Guinaldo, chercheur en océanographie spatiale au Centre national de recherches météorologiques (Météo-France-CNRS). D'un côté, la variabilité interannuelle du climat est notable, de l'autre, les données satellitaires sont insuffisantes : elles ne remontent qu'à la fin des années 90 et l'importante couverture nuageuse des zones de floraison empêche d'obtenir des images en continu de la chlorophylle marine. «En revanche, au fur et à mesure des vagues de chaleur marines, certaines communautés de phytoplancton (coccolithophores) commencent à migrer vers les pôles à la recherche d'une température optimale pour leur développement, même si on en voit toujours au large du golfe de Gascogne», signale le chercheur. Cette espèce à beau être résiliente, elle risque de se retrouver coincée entre des températures plus élevées au sud et une eau plus acide au nord (causée par les quantités de CO₂ que l'océan absorbe) ce qui pourrait altérer leur abondance et diversité, anticipe-t-il. «En haute mer, ajoute la chercheuse Julia Uitz, l'une de nos hypothèses est qu'un océan plus chaud favorise la croissance d'organismes de phytoplancton de plus petite taille qui couleront moins rapidement au fond de l'océan.» Et plus la quantité de «neige marine» viendra à se réduire, moins il y aura de CO₂ piégé dans les abysses, avec des répercussions potentiellement «considérables» sur le climat mondial et les écosystèmes profonds.

J.R.M.

Au large de Plouzané, dans le Finistère.
PHOTO LILIAN CAZABET, HANS LUCAS

nales ayant eu lieu pendant la période, pointe le climatologue Christophe Cassou. «Les alizés – ces vents réguliers des régions intertropicales – ont énormément faibli à partir du mois d'avril 2023 pendant une longue période et sur une large zone dans l'Atlantique tropical, du Sénégal à la Grande-Bretagne et jusqu'aux Caraïbes, raconte le directeur de recherche au CNRS et auteur du Giec. Le changement climatique n'a pas grand-chose à voir là-dedans. Cette baisse des vents correspond à des fluctuations spontanées du climat, à une variabilité naturelle, c'est le chaos atmosphérique.»

Or, ces vents permettent de faire baisser la température océanique de surface via différents processus, notamment en «brassant la colonne d'eau». «L'océan n'est pas un simple seau d'eau, il est formé de différentes couches, comme un oignon», explique Jean-Baptiste Sallée. Les couches dites «de surface», où la température est la plus élevée, se distinguent des couches «profondes», plus froides et plus salées. «L'absence de vent a amplifié le

découplage entre ces deux couches ; c'est ce que l'on appelle la «stratification» des eaux de surface, phénomène déjà accentué par le réchauffement», continue le spécialiste. En d'autres termes, l'eau de surface est restée figée et les eaux froides en profondeur ne sont pas remontées. Il n'y a donc pas eu d'effet de climatisation.

De son côté, privée de vent, son moyen de locomotion favori, la masse de particules de poussière du Sahara qui migrent habituellement vers l'ouest de l'Atlantique a été moins significative que d'habitude. Cette fois-ci, ces aérosols naturels ont moins réfléchi les rayons du soleil durant leur parcours, ce qui a contribué à réchauffer l'océan. Enfin, en parallèle, en mai, une situation anticyclonique persistante s'est installée dans le nord-est de l'Atlantique Nord, sur les îles britanniques. «Ce dôme de chaleur a piloté les remarquables anomalies de température au mois de juin 2023 au large de l'Irlande, en mer du Nord et sur les côtes françaises», confirme Thibault Guinaldo, chercheur en océanographie spatiale au Centre national de recherches météorolo-

giques (Météo-France, CNRS). Pour résumer, la combinaison de ces événements atmosphériques alimentés par le réchauffement induit par les activités humaines a favorisé l'émergence de ces vagues de chaleurs XXL, conclut le chercheur.

TOUT LE SYSTÈME CLIMATIQUE AFFECTÉ

Si cette configuration atmosphérique n'est plus à l'ordre du jour depuis le mois de juillet, l'inertie de l'océan est telle qu'il met un temps fou à se refroidir. «Les températures globales commencent à diminuer, mais elles sont toujours au-dessus des normales, y compris dans l'Atlantique Nord, pointe Thibault Guinaldo. Avec le réchauffement, il y a peu de chances qu'elles reviennent au niveau d'avant el Niño.» L'énergie emmagasinée dans la région ces derniers mois affecte tout le système climatique.

D'un côté, à moyen et long terme, les canicules marines réduiront les capacités de ces étendues bleues à piéger efficacement le CO₂ dans leurs abysses – les océans captent en effet environ 25% des gaz à effet

de serre émis par l'humanité. Bien que représentant moins de 1,5% de la superficie de l'océan global, la partie de l'océan Atlantique Nord au-dessus du 50° parallèle nord capte environ 20% du CO₂ séquestré par les océans. De l'autre, à court terme, l'énergie censée être redistribuée entre l'équateur et les pôles va provoquer une saison des ouragans «exceptionnelle», avec quatre à sept

«Les températures globales commencent à diminuer, mais [...] il y a peu de chances qu'elles reviennent au niveau d'avant el Niño.»

Thibault Guinaldo
chercheur
en océanographie spatiale

ouragans de catégorie 3 ou plus possibles à attendre entre début juin et fin novembre, souligne Rick Spinrad, le chef de l'Agence américaine d'observation océanique et atmosphérique (NOAA).

L'Agence n'avait jamais prédit autant de tempêtes aussi puissantes lors de ses projections rituelles du mois de mai. En cause, les températures «très élevées» de l'océan Atlantique, mais aussi le retour du phénomène la Niña, le pendant refroidissant d'el Niño. Celle-ci diminue le cisaillement des vents (la variation de leur vitesse et de leur direction en fonction de l'altitude) et donc favorise l'émergence de systèmes cycloniques. Les services météorologiques anticipent ainsi l'arrivée de 23 futures dépressions, dont douze systèmes cycloniques suffisamment puissants pour être considérés comme des ouragans. «On pourrait donc observer cette année près du double de systèmes cycloniques et d'ouragans que la normale, précise Météo-France. Ce qui ferait de 2024 une des années les plus intenses en termes d'activité cyclonique.»

Pour le géopolitologue franco-libanais Ghassan Salamé, les Etats ont peu à peu repris le chemin des armes il y a vingt ans, au moment où les promesses de la mondialisation, de la révolution technologique et de la démocratisation du monde ont été déçues.

Recueilli par
CÉLIAN MACÉ
et **HALA KODMANI**

Cela fait bientôt quarante ans que Ghassan Salamé observe – et participe – à la marche du monde. Au cours de sa carrière, l'expert libanais de la Culture (2000-2003), professeur de relations internationales et directeur de recherches au CNRS, envoyé spécial des Nations unies en Irak, puis en Libye, a vu se réveiller la *Tentation de Mars*. Guerre et paix au XXI^e siècle – le titre de son dernier ouvrage de géopolitique, mûri à partir d'un cours qu'il donna à Sciences-Po pendant vingt ans (et auquel l'étudiant Emmanuel Macron a assisté). Il y décrit le retour de l'usage de la force armée par les Etats, que la fin de la guerre froide avait fait un temps reculer. **Dans ce monde de guerriers, l'Europe est-elle condamnée à la faiblesse ?**

L'Europe est le dernier endroit au monde où on a cru à la fin de l'histoire. Elle a longtemps pensé qu'elle pouvait influencer le monde à travers la production de normes, que les conflits pouvaient être contenus, que ses armées devaient être réorganisées en forces de police internationales dans les zones de crise. Dans les années 90, la grande question était : «Faut-il intervenir ou non ?» On ne pensait pas du tout à des armées de défense, encore moins de conquête. On a mis fin aux services militaires (en Allemagne, en France), on a repensé notre armement, notre doctrine, en fonction de ce monde post-guerrier. L'Europe essaye aujourd'hui de se rattraper, mais elle a découvert que son industrie de défense était devenue famélique. Que même dans un monde de technologie avancée, la guerre pouvait ressembler à la Première Guerre mondiale, avec dans la boue et des tranchées. On est dans une phase de réveil. On l'a vu avec la production et la distribution de vaccins pendant la pandémie de Covid-19, et avec le retour des grands projets de coopération en matière d'industrie militaire.



Après un raid sur la ville de Jénine, un bulldozer de l'armée israélienne creuse une route principale, le 21 mai. PHOTO ZAIN JAAFAR, AFP

«Les conflits deviennent des guerres d'identité, qui ont remplacé les idéologies»

Sur quoi peut déboucher ce réveil européen ?

Le projet européen s'affaïssait chaque fois qu'il n'avance pas. En ce moment, il doit avancer dans trois directions simultanées... qui ne sont pas nécessairement cohérentes. L'Union européenne doit répondre à la question de son élargissement, en direction des Balkans, mais aussi de l'Ukraine. Elle doit répondre au dilemme de l'approfondissement. Et elle doit enfin répondre à la question de sa démocratisation, puisque le projet européen a été créé et pensé par des technocrates. Ce sont trois formidables défis. J'espère que les élections européennes donneront une vision claire de ce que veut l'opinion. Mais je crains fort qu'avec la montée du populisme d'extrême droite, le projet européen connaisse un freinage ou au moins une décélération.

De quand datez-vous le retour à ce monde d'«Etats guerriers» ?

À la fin de la guerre froide, avec la chute du Mur, un espoir se léve.

C'est la promesse de la fin de la division de l'Europe, de l'établissement d'un système mondial basé sur le droit, les coutumes internationales, la coopération, l'interdépendance, etc. C'est sans doute un peu naïf, mais à l'époque il y a des raisons d'y croire. Cet espoir a duré à peu près vingt-cinq ans : la base d'un lieu, à mes yeux, entre 2003 et 2007.

Quelles sont les raisons de cette bascule ?

Dans les années 90, on assiste à une poussée démocratique sur l'ensemble de la planète. Entre 2000 et 2006, pour la première fois dans l'histoire, plus de la moitié de l'humanité vit sous un régime démocratique. Puis, on atteint un plateau, et même un déclin avec des coups d'Etats (Thaïlande, Saoud, Birmanie...) et des régressions autoritaires ou des démocraties de plus en plus

populistes. Secondement, il y a la mondialisation. Depuis les années 80, les chiffres du commerce international, des investissements à l'étranger, connaissent un épanouissement extraordinaire, jusqu'à

la crise financière de Wall Street, en 2007. Elle provoque un choc mondial énorme et va coûter à chaque citoyen américain la bagatelle de 70 000 dollars. Après cela, on assiste à un désamour de la mondialisation.

Jusqu'au retour du protectionnisme économique, sur

fond aujourd'hui de rivalité entre les Etats-Unis et la Chine ?

La relation sino-américaine n'a rien à voir avec la relation soviéto-américaine pendant la guerre froide. Les échanges économiques entre l'URSS et l'Amérique représentaient 1 milliard de dollars par an, alors que les échanges sino-américains sont au-

jourd'hui de 2 milliards de dollars par jour ! Jamais le volume des échanges commerciaux entre les Etats-Unis et la Chine n'a été aussi important. Mais oui, on a commencé à voir apparaître des mesures protectionnistes, ou bien des sanctions économiques pour des raisons politiques, imposées à des pays comme l'Iran pour le nucléaire, ou la Russie pour l'invasion de l'Ukraine, et enfin des restrictions à l'exportation de la technologie sensible, en particulier, entre la Chine et les Etats-Unis. La mondialisation devient plus sélective.

Vous considérez la guerre d'Irak, en 2003, comme un tournant...

Précisément à cause de la comparaison avec la précédente guerre du Golfe, en 1990. Dans les deux cas, un président Bush attaque le même dirigeant, Saddam Hussein. Mais sous Bush père, l'intervention est fondée sur 12 résolutions du Conseil de sécurité, avec la participation de 39 Etats, et un objectif qui s'arrête au rétablissement de la souveraineté.



FEL MAURO BOTTARO

INTERVIEW

IDÉES/

neté du Koweït. Sous Bush Junior, la guerre se fait sans autorisation du Conseil de sécurité, en dépit de l'opposition de puissances comme la France, l'Allemagne, la Russie, le pape, etc. Pourtant, l'Amérique mène cette guerre et détruit entièrement l'équilibre du Moyen-Orient. Après ça, il y a un processus d'émulation. Si la première puissance mondiale, celle qui a été la plus active à établir ce nouvel ordre international, est la première à le violer de manière aussi évidente, il n'y a pas de raisons que d'autres pays ne le fassent pas. Cela va donner des idées aux Russes avec l'invasion de la Géorgie en 2008, puis de l'Ukraine en 2014), mais aussi à des puissances moyennes comme l'Iran, la Turquie, l'Azerbaïdjan. Des petites Spartes vont se constituer, comme les Emirats arabes unis dans le Golfe ou le Rwanda en Afrique. C'est ce que j'appelle «la dérégulation de la force», c'est-à-dire le recours des Etats aux armes pour régler leurs différends.

Les guerres de ce nouveau cycle ont-elles changé de nature ?

Oui, et la date la plus logique pour dater ce changement serait le 11 septembre 2001. Au lendemain de l'attentat de New York, un journal américain titre «La Guerre des civilisations a commencé». Dans les salons parisiens, dans les grands discours au Parlement de Téhéran, on ne parle que de la guerre de civilisations, qui devient un leitmotiv facile. Cette «dérive culturaliste», qui avait été répudiée dans les années 90, fait son retour en grâce. Les conflits deviennent des guerres d'identité, qui ont remplacé les idéologies. Du temps des idéologies, deux frères pouvaient appartenir à des camps opposés : ce fut le cas pendant les guerres civiles espagnole ou grecque. Aujourd'hui, les frères, ramenés à leur identité nationale, communautaire, confessionnelle, tribale, sont censés combattre ensemble contre un ennemi différent. C'est la toile de fond de la guerre actuelle au Soudan, notamment au Darfour, et bien entendu de la guerre russo-ukrainienne. C'est aussi le cas de l'Iran, qui a construit son réseau de proxys à l'étranger sur l'appartenance religieuse.

La Chine participe de cette nouvelle conflictualité ?

La Chine impériale considérait que son ennemi était sur terre, et venait de l'ouest. Historiquement, elle a construit par deux fois une grande muraille pour se défendre contre les invasions qui venaient d'Asie centrale. Ses extensions se faisaient en direction du Tibet, du Xinjiang. La nouveauté, c'est que la Chine, devenue une grande puissance commerciale, est maintenant obsédée par les routes de navigation. Elle veut

«L'Europe a découvert que même dans un monde de technologie avancée, la guerre pouvait ressembler à la Première Guerre mondiale, avec de la boue et des tranchées.»

contribuer à l'ordre maritime international pour assurer ses exportations, notamment avec l'Europe, l'Afrique et ailleurs. Sur le plan militaire, la Chine a surtout privilégié sa marine. Jusqu'à dépasser, en nombre de bateaux de guerre (mais pas en qualité), les Etats-Unis.

Cette ambition est néanmoins freinée par une vieille règle des relations internationales qui postule que pour être une grande puissance, un pays ne doit pas être «embêté» par son environnement immédiat. Or, la Chine a huit voisins avec lesquels elle a – ou a eu récemment – des problèmes. La contre-stratégie occidentale face à la Chine est de l'occuper avec ses voisins pour gêner, ou retarder, son émergence comme grande puissance. Quel constat faites-vous sur l'impuissance des instruments de droit et de diplomatie pour arrêter la guerre à Gaza ?

Malgré toute la gravité de ce qu'il se passe à Gaza, je pense que c'est une diversion. L'élément le plus déstabilisateur du Moyen-Orient, depuis trente ans, est la colonisation de la Cisjordanie. C'est le facteur central du conflit parce que c'est là où peut se créer, ou pas, un Etat palestinien. C'est là où vivent 3,2 millions de Palestiniens. C'est là que se trouve Jérusalem. Je ne veux pas sous-estimer l'importance de Gaza avec 35 000 morts. Ni ce qui se passe au Sud-Liban. Mais je pense que le cœur du sujet, c'est la Cisjordanie. Depuis 2005, Ariel Sharon, et peut-être avant lui le Premier ministre Yitzhak Shamir, bref le parti Likoud qui gouverne Israël, a décidé de construire le Grand Israël. Avec la complicité ou la passivité des autres partis israéliens. Cette colonisation est l'obstacle majeur à la création d'un Etat palestinien, c'est-à-dire à une solution négociée du conflit. C'est pourquoi, même si un cessez-le-feu est trouvé à Gaza, la question restera entière. Je dois dire que je suis très pessimiste.

Vous ne voyez aucune solution pour surmonter cette situation ?
Il y a seulement trois possibilités

pour résoudre ce dilemme fondamental. Poursuivre le Grand Israël, ce qui veut dire à terme un transfert de populations de Gaza vers l'Egypte et de Cisjordanie vers la Jordanie, une catastrophe qui déstabiliserait à jamais la région. Est-ce que les Etats-Unis l'empêcheront ? Nous verrons. Le deuxième projet, c'est la solution à deux Etats. Mais avec chaque nouvelle colonie, cet horizon s'éloigne un peu plus. Enfin, la troisième option, celle d'un Etat binational, devient une impossibilité puisque les deux parties se considèrent désormais comme des monstres et peuvent difficilement cohabiter.

La reconnaissance de la Palestine par l'Assemblée générale de l'ONU, puis par trois nouveaux Etats européens, aura-t-elle un impact ?

Cette reconnaissance est dans la logique des choses. Il y a un peuple palestinien, il faut lui reconnaître le droit à l'autodétermination. Mais est-ce que cela va aboutir à un quelconque changement ? Tant que ce projet essentiel du Grand Israël reste

la politique du gouvernement israélien – qu'il soit dirigé par Nétanyahou ou par quelqu'un d'autre –, cette reconnaissance de la Palestine

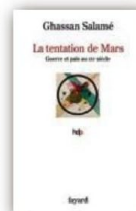
pèse symboliquement mais ne change pas la situation sur le terrain. **Le système international est-il encore capable de réguler les conflits ?**

On a assisté à un déplacement du lieu de la contrainte, du Conseil de sécurité vers la Cour de justice internationale (CJ), le Conseil de sécurité ayant été paralysé par les relations exécrables entre les grandes puissances qui se sont manifestées par des veto mutuels sur Israël, sur la Syrie, sur l'Ukraine. Aujourd'hui, le Conseil de sécurité ne se réunit plus que pour parler de sujets «soft» : le changement climatique, la parité hommes-femmes, etc. Par conséquent, les parties d'un conflit se tournent vers la CJ

ou la Cour pénale internationale. L'Arménie et l'Azerbaïdjan y déposent des requêtes tous les mois. C'est aussi le cas de la question de

Palestine, qui occupe beaucoup la CJ d'ores et déjà. Cette Cour a une qualité et un défaut. Sa qualité, c'est qu'elle ne peut rien refuser d'examiner, à la différence du Conseil de sécurité. Elle doit répondre à chaque requête ! Mais son défaut, c'est qu'elle n'a aucun pouvoir exécutif. Alors que le Conseil de sécurité, en principe, dispose du chapitre VII de la charte des Nations unies qui lui donne les moyens d'or-

donner aux Etats de se conformer à ses résolutions. C'est un mauvais signe que les Etats se tournent vers la CJ pour jouer le rôle de Conseil de sécurité. Cela indique que les organisations internationales ne fonctionnent plus. ◀



LA TENTATION DE MARS
GHASSAN SALAMÉ
Fayard, 392 pp. 25 €.

SIGNÉ COCO



CINÉMA/

Toutes
 les couleurs
 du vice
 (1972). PHOTO
 ARTUS FILMS

Sergio Martino Le vice prodigue

Artus réédite la trilogie giallo du prolifique cinéaste italien, portée par le jeu magnétique d'Edwige Fenech et les expérimentations formelles, jouant sur la confusion entre fantasme et réalité.

Par
 NATHALIE DRAY

Au sein de la filmographie versatile, éclectique et fournie de Sergio Martino, *piccolo maestro* discret mais efficace du cinéma d'exploitation transalpin, dont il aura épousé à peu près tous les genres (mondo, western, thriller, polar urbain, horreur, fantastique animalier, cinéma postapocalyptique, sexy comedy, etc.), les giallos composant «la Trilogie du vice» – *l'Etrange Vice de Mme Wardh*, *Toutes les couleurs du vice* et *Ton vice est une chambre close dont moi seul ai la clé* – forment sans nul doute parmi les plus riches et envoûtantes contributions à ce genre popularisé dans les années 60 et 70 par Mario Bava et Dario Argento, conjuguant érotisme, violence graphique, récits tortueux et formalisme baroque.

ÉTREINTES SADMASOCHISTES

La présence inquiète de la sculpturale et magnétique Edwige Fenech à l'affiche des trois films réunis dans un superbe coffret édité par Artus Films – qui poursuit avec bonheur son exhumation des pépites du bis italien – n'est certes pas le moindre des atouts. Egérie du cinéaste (et épouse de son frère, le prolifique producteur Luciano Martino), «la Fenech» irradie sous le pinceau lumineux et la caméra fascinée du réalisateur qui en fait le médium idéal d'un cinéma entièrement dédié à sa beauté sensuelle et mystérieuse. Comme si à elle seule elle incarnait, par ses courbes volontiers dénudées et offertes, par l'opacité de son visage et par ses regards tourmentés, le principe esthétique du giallo martinien : à savoir une certaine érotisation de la peur.

C'est du moins le cas dans *l'Etrange Vice de Mme Wardh* (1971) et *Toutes les couleurs du vice* (1972), dressant l'un et l'autre le portrait d'une femme esseulée, traquée par une menace (un ancien amant violent dans le premier, un être mystérieux au regard bleu maléfique dans le second) dont on peine un temps à savoir si elle existe réellement ou n'est que le produit de son imagination, tant elle est aux prises d'un univers paranoïaque qu'elle semble elle-même avoir construit mentalement. *Ton vice est une chambre close...* (1972), libre adaptation du *Chat noir* d'Edgar Allan Poe, relevant davantage du gothique un peu kitsch, tout juste



L'affiche italienne de *Ton vice est une chambre close...* ARTUS FILMS



sauvé par l'ironie et la liberté conquérante de son personnage, secondaire dans le récit. Si Martino n'a que cinq giallos à son actif – en ajoutant aux trois autres *la Queue du scorpion* et *Torso* –, cette succincte incursion dans le genre n'en demeure pas moins passionnante, le cinéaste ayant toujours eu à cœur d'en déjouer les codes par un jeu de chausse-trappes narratifs et une hybridation des motifs prompts à brouiller les lignes et à lancer le spectateur sur de fausses pistes.

Concoté avec la complicité d'Ernesto Gastaldi, le scénario de *l'Etrange Vice de Mme Wardh* semble au premier abord respecter les conventions du genre, si l'on en croit la séquence d'ouverture : un tueur au rasoir, mains gantées de cuir noir, s'attaquant à des femmes aux mœurs supposées débridées, des pics de violence, une atmosphère angoissante... Mais cette histoire de tueur en série sert en réalité d'écran à un récit plus intimiste, un drame de la bourgeoisie : Julie Wardh, épouse insatisfaite d'un riche homme d'affaires à Vienne (Alberto de Mendoza) est harcelée par un ancien amant (Ivan Rassimov) dont elle peine à se défaire de l'emprise, le souvenir sulfureux de leurs étreintes sadomasochistes attisant en elle un sentiment de culpabilité. Trouvant réconfort dans les bras d'un playboy (George Hilton), l'étau se resserre autour d'elle : est-elle en proie à un délire paranoïaque ou victime d'un complot ? Empruntant autant au *whodunit* façon Agatha Christie qu'aux récits de machination sur le modèle des *Diaboliques* de Clouzot, avec un twist final surprenant, *l'Etrange Vice de Mme Wardh* donne surtout à Martino l'occasion de plonger dans les affres de la psyché et de la sexualité féminine, le trouble mental étant concomitant de la frustration sexuelle de l'héroïne. Mais ce

matériau psychanalytique sert en réalité de prétexte à tout un arsenal d'audaces formelles, montage au cordeau, ralentis, plongées et contre-plongées, raccords dans l'axe, angles décadrés, et une maîtrise de l'espace proprement sidérante, notamment lors de la sublime séquence dans le parc de Schönbrunn, relecture d'une scène séminale de *l'Homme-léopard* de Tourneur (menace indistincte des éléments), revisitée sous le prisme de la modernité antonionienne (errance, étirement des allées désertes rendues immenses par la profondeur de champ, perte de repères).

ORGIES RITUELLES

Tourné l'année suivante, *Toutes les couleurs du vice* (le titre original signifiant en réalité «toutes les couleurs de l'obscurité») va cette fois surfer sur la vague du fantastique et le succès de *Rosemary's Baby* de Roman Polanski, dont Martino s'inspire que de loin, notamment avec l'intervention dans le récit d'une secte sataniste, pratiquant orgies rituelles et sacrifices d'animaux, sans doute sous

Le matériau psychanalytique sert de prétexte à tout un arsenal d'audaces : montage au cordeau, ralentis, plongées et contre-plongées, raccords dans l'axe, angles décadrés...

Dans *Or de vie*, Boubacar Sangaré retourne sur les traces de son passé. PHOTO LES FILMS DE LA CARAVANE

«Or de vie», douleurs enfouies

Boubacar Sangaré documente le quotidien, qu'il a lui-même connu, de jeunes orpailleurs travaillant dans des conditions inhumaines au fond des mines du Burkina Faso.

L'influence de l'affaire Charles Manson qui avait défrayé la chronique peu auparavant. Le film est tourné à Londres, dans une atmosphère feutrée et déréalisée qu'accentuent la postproduction et le travail sur le son. Fenech y campe une jeune femme fragile, traumatisée par l'accident qui lui fit perdre l'enfant qu'elle portait. Hantée par des cauchemars peuplés d'images grotesques et effrayantes, rappelant les séquences oniriques du *Vent du sud* de Fulci, et qui semblent peu à peu contaminer la réalité, ne sachant à quels saints se vouer – le psychiatre de sa sœur, un mari trop prévenant mais absent, une voisine mystérieuse – elle se laisse finalement entraîner dans cette secte, pour échapper à l'assassin au regard irréal qui la traque, en vain. Si l'incursion du fantastique s'avère une fois de plus un faux-semblant dissimulant une histoire de machination aux motivations vénales, le registre permet néanmoins à Martino de pousser encore plus loin les curseurs de l'expérimentation formelle (anamorphoses, flash-forwards prémonitoires, cadrages vertigineux), portée par la partition entêtante de Bruno Nicolai, fidèle collaborateur de Morricone. Le cinéaste joue ainsi sur la confusion des régimes d'images entre fantasme et réalité, mettant en exergue le trouble mental de la jeune femme, jusqu'à atteindre dans les scènes d'orgie des sommets de délire psychédélique et hallucinés. ◆

L'ÉTRANGE VICE DE M^{me} WARDH, TOUTES LES COULEURS DU VICE, TON VICE EST UNE CHAMBRE CLOSE DONT MOI SEUL AI LA CLÉ
de SERGIO MARTINO
Coffret collector trois Blu-ray, trois DVD et livret. Artus Films. 49,99 €.

les vies invisibles, menacées d'une minute à l'autre de disparaître : dans *Or de vie* tout tourne aussi autour des douleurs de dos lancinantes, des maux de tête, des courbatures. Deux films, deux différentes anatomies du travail à la dure, ici aggravée par la jeunesse du héros. Bolo, gobant des anti-inflammatoires pour tenir le choc – ses descentes dans le puits, les galeries, au fond du trou, ressemblent à l'exploration chirurgicale d'artères terreuses, boyaux gluants –, se fera la réflexion entre deux clopes qu'à son âge pareilles douleurs ne sont pas « normales ».

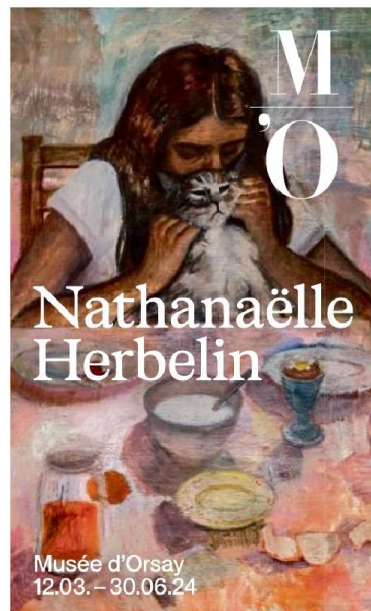
Ça ne l'est pas, d'ailleurs rien ne l'est. Le premier plan annonce la couleur, qui découvre l'enfant courbé tel une vieille femme percluse, en train de fendre du bois pour le feu où il cuira la marmite de haricots, pitance monotone du petit groupe d'orpailleurs : le problème de croissance, des postures qui abîment, l'air irrespirable de poussière et de cendres. Bolo, c'est Sisyphus au caillou, sans or, grimant et dévalant cette termitière géante édifiée entre la glaise et le ciel. L'ensevelissement claustrophobe et l'embarquement en plein soleil alternent – cf. la scène impressionnante d'explosion suivie d'incendie où le campement s'agite, foule fuyant ou lorgnant la catastrophe. Le sable, la terre modifiée en boue, en glaise, donne un deuxième corps aux orpailleurs, et à Bolo, une seconde peau. Sa beauté de faune opère une mue précoce, cuir endurci et douleurs adultes. *Or de vie* consacre un grand épilogue à l'enfant devenu jeune homme, entrevoyant une

issue, une pépite, en tout cas la vie. Il y a ton surton l'exploitation de mines déjà épuisées, et les enfants exploités, harassés. Le cinéaste sur les traces de son passé tremble pour l'enfant

présent. Il l'accompagne dans ses journées, ses sommeils, ses stations – accroupi, penché, allongé, encastré au fond du puits. Quand le film s'illumine parfois, c'est de son sourire d'enfant. Puis Sangaré entame une partie de baby-foot avec les petits – eux aussi *babies* aux maillots de foot aux couleurs de la Juventus. Cousins de jaune et or.

CAMILLE NEVERS

OR DE VIE de BOUBACAR SANGARÉ (1h25).



Nathanaëlle Herbelin
Musée d'Orsay
12.03. – 30.06.24

MINISTÈRE
DE LA CULTURE

FPMO

Nathanaëlle Herbelin, *Emmanuelle et Eli*, 2014. Coucher de soleil et de la chambre. Musée d'Orsay, Paris, 2024.

AVEC LE GÉNÉREUX SOUTIEN DE

EN PARTENARIAT MÉDIAS

AF
MO

LIBRARY

ORANGE

LES
ARTS
DES
SÉRIES



Plongés dans un faux paradis tropical, les journalistes ne peuvent parler qu'aux officiels qui les surveillent. PHOTO DULAC

«Rendez-vous avec Pol Pot», leurres du crime

Inspiré d'une histoire vraie, le film de Rithy Panh suit des Occidentaux dans le Cambodge des Khmers rouges à travers un mélange sans ferveur de fiction, d'archives et de reconstitutions.

Le nouveau film de Rithy Panh aborde une question passionnante sans vraiment parvenir à faire autre chose que l'illustrer par des biais didactiques qui ne sont hélas pas à la hauteur du phénomène de fascination idéologique qu'il entend mettre en scène. En effet, une fois de plus, après de nombreux documentaires souvent terribles et définitifs (S21, la machine de mort khmère rouge ou l'image manquante), le cinéaste dont les parents et la famille furent directement victimes des atrocités de cet élan forcé vers la société communiste sans classe, essaye par un mélange de fiction, d'images d'archives et de reconstitution de scènes avec des figurines miniatures de rendre compte d'un voyage d'Occidentaux dans le Cambodge sous l'emprise des Khmers rouges. Le scénario transpose le récit d'une journaliste américaine, Elisabeth Becker, qui avait été en poste à Phnom Penh pour le Wa-

shington Post et participait à une délégation en 1978 : elle s'y trouve alors en compagnie d'un autre journaliste, Richard Dudman du *St. Louis Post-Dispatch* et, surtout, de l'Écossais Malcolm Caldwell, professeur marxiste à l'École des études orientales et africaines à l'université de Londres, autorisé à visiter le pays qui s'était complètement cadenassé depuis trois ans et l'évacuation de la capitale.

Aveulement. Caldwell était un activiste important chez les intellectuels de gauche de son pays, anti-impérialiste, protestant actif contre la guerre du Vietnam. Et avait vu dans la révolution khmère l'aboutissement de ces théories égalitaristes, de même qu'il était revenu enchanté de son voyage en Corée du Nord. Dans la longue enquête que publiait le *Guardian* sur Caldwell en 2010, le journaliste Andrew Anthony notait que son aveulement sur le désastre en cours au Cambodge, devenu Kampuchéa démocratique, était à l'époque monnaie courante et inscrit dans les luttes décoloniales : « L'idée que le soutien aux systèmes de gouvernement les plus libéraux fait partie de la tradition libérale est l'un des aspects les plus déconcertants de la politique progressiste. » Après avoir finalement pu rentrer contre « Frère numéro 1 », c'est-à-dire Pol Pot en personne, et complètement enthousiasmé

par cette discussion, Caldwell est allé dîner avant d'être assassiné. Un certain mystère sur les raisons de cette mise à mort demeure puisqu'il est contre-intuitif de flinguer un « idiot utile » de la dictature. Pourtant, deux membres de la garde rapprochée des « touristes » seront arrêtés, torturés et exécutés par Douch lui-même, le directeur de la prison S-21, le 5 janvier 1979. Deux jours plus tard, l'armée vietnamienne débarquera à Phnom Penh et le premier cercle de Pol Pot prendra la fuite pour un durable séjour dans le maquis.

Dans le film de Rithy Panh, la figure de Caldwell est transposée en officiel français qu'interprète Grégoire Colin, censé avoir connu Pol Pot sur les bancs étudiants de la Sorbonne, et les deux journalistes sont interprétés par Cyril Gueï et Irène Jacob. Le film a du mal à restituer sous une forme plausible, qui ne semble pas jouée d'avance par l'évidence de la forfaiture qu'on leur présente, l'errance de ce trio sous bonne garde, promené d'une fausse coopérative enjournée à un spot de détente où méditer sur la splendeur d'un pays réformé tout en avalant des grands crus et du cognac. Plongés dans un faux paradis tropical, les journalistes se rendent compte qu'ils ne peuvent parler à personne d'autre que les officiels qui surveillent leurs moindres faits et gestes et refusent toute question gênante.

Ce qui n'est pas suffisamment dramatisé face à la cécité du professeur pour donner l'impression de vraie immersion dans le présent d'un pays en vrac, fantastiquement dangereux, puant la mort et la déroute.

Amorti. Le rapport que tisse Rithy Panh entre le point de vue des personnages de fiction et les images d'archives tend à indifférencier ce que les témoins d' alors peuvent voir et ce que les archives permettront de révéler. Si bien que le film ne parvient pas vraiment à être féroce sur la figure du marxiste européen tiers-mondiste emporté dans son idéalisme, ni ne permet de partager le dilemme des journalistes sommés de relayer de la pure propagande alors même qu'ils réalisent dans quel traquenard et enfer ils sont tombés. Tout y est mais en demi-teinte, comme amorti et sans choc, raconté de loin et comme sans ferveur ou rage. Une défection de dernière minute apparemment a obligé Rithy Panh à tenir le rôle de Pol Pot, que l'on voit tel Brando à la fin d'*Apocalypse Now*, plongé dans des ténèbres conradiennes.

DIDIER PÉRON

RENDEZ-VOUS AVEC POL POT de RITHY PANH avec Irène Jacob, Grégoire Colin, Cyril Gueï... 1h52.

CINÉMA

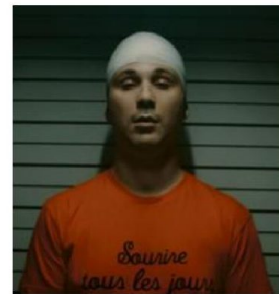
Libérez-nous de «la Gardav»

Avec leur navrante comédie, Thomas et Dimitri Lemoine rappellent qu'une histoire vraie, si loufoque soit-elle, n'est pas la garantie d'un bon film.

Un pékin qui fait l'acteur est placé en garde à vue sur un malentendu. Le malentendu dure. Une heure et demie : la *Gardav* illustre cette évidence que ce n'est pas parce qu'il vous arrive quelque chose d'un peu hors du commun qu'il faut en faire un film. Il a beau afficher à l'ouverture qu'il s'agit d'« une dinguerie d'histoire vraie », en d'autres termes d'une comédie navrante et loufoque inspirée de la mésaventure réelle de son protagoniste (à l'écran comme à la ville : Thomas Lemoine qui cosigne le film avec son frère Dimitri), autour de ce comédien embauché sur un tournage de clip pour figurer un faux policier et qui se fait embarquer par des vrais flics – le cinéma copie trop mal la vie, quel quefois. Et la vicissitude du «vécu» de garde à vue ne débouche pas sur la farce de branquignols escomptée. Ce n'est pas drôle, c'est essentiellement le problème. Le film est à peine écrit, passe son temps à courir après un scénario auquel il ne croit pas lui-même, tentant de rattraper les trucs les plus improbables lors de dialogues explicatifs pour faire la blague. Après, le film étant autoproduit, conçu et réalisé entre potes et frères (et la mère, Christiane, a participé à l'écriture), vraiment hors des clous, on n'a pas plus que ça envie de tirer sur l'ambulance. Mais à vouloir jouer ridiculement les wannabee Olivier Marchal (en running gag), derrière la parodie maso il y a l'aveu qu'on admire rien tant que son modèle brûlé pro-criminel.

CAMILLE NEVERS

LA GARDAV de THOMAS ET DIMITRI LEMOINE avec Thomas Lemoine, Gaël Tavares, Pierre Lotin... 1h27.



Thomas Lemoine. PHOTO WAYNA PITCH



Ariane, la traductrice par qui la vérité arrive. PHOTO LES ALCHEMISTES

«Dissidente», des corps à l'ouvrage

Le long métrage de Pier-Philippe Chevigny retrace le combat de travailleurs immigrés hispanophones au Canada qui, avec l'aide de leur interprète, tiennent tête à leurs exploiters.

«**A**u fur et à mesure que j'enquêtait, je me suis rendu compte que personne ne voulait parler publiquement des abus et de l'exploitation par peur des représailles. De facto, mon projet est devenu une fiction puisque c'était la seule façon de dire la vérité tout en protégeant l'anonymat des témoins.» A la question simpliste de pourquoi

réaliser une fiction plutôt qu'un documentaire – ce qui revient à demander avec un vague dédain la raison de se résigner à l'imitation au lieu de respecter l'original –, le cinéaste Pier-Philippe Chevigny, dont *Dissidente* est le premier long métrage, répond par une défense de la fiction sensée, logique et non idéologique.

La réalité du contexte consiste dans le statut particulier des «travailleurs étrangers temporaires» au Canada, dont l'industrie agricole embauche une main-d'œuvre venue du Guatemala corvéable à merci, sous-payée et sous-traitée. Un rapport de l'ONU a récemment souligné le «terreau fertile pour l'esclavage moderne» que représente cette exploitation de journaliers, flux continu de migrants tenus par le chantage et la précarité. La vérité scrupuleuse qu'il s'agit de refléter est celle de corps soumis qui ploient sous le labeur: la douleur cinglante du mal de dos et l'interdiction de repos, appréhension physique de l'oppression que le film restitue en ne cessant pas d'avancer sans flancher. La résistance de ces corps mène à la «dissidence» à force d'hostilité rentrée et de parole de moins en moins négociée. Le film encourt le risque de son sujet édifiant, de sa réalité toujours «juste», opposant le monde des exploités, les ouvriers hispanophones, et des exploiters québécois, directeurs et contremaîtres. Il y échappe par sa façon de mettre en scène un corps-à-corps buté, et par une belle lumière qui obscurcit les visages d'ombres et de colère. Surtout, il a eu cette idée d'un personnage central dont suivre le fil

est évident – puisqu'elle s'appelle Ariane. Fil de la parole car elle est traductrice. Ariane est la figure par qui la vérité arrive, par le langage. Binationale, elle est chargée de répercuter en espagnol les ordres aux ouvriers-ensileurs, parfois elle fait passer aux chefs les doléances des exploités. C'est sa position d'«interprète» que le film suit à la trace qui fait l'originalité de la réalisation. Le tempo, les silences appartiennent à Ariane qui traduit selon ce qu'on exige de sa parole (de l'inflexibilité), s'exécutant d'abord, elle se met à négocier, butée, finit par désobéir quitte à tout perdre.

Deux moments alliant cette douleur et cette parole justifient à eux seuls de voir *Dissidente*: deux plans séquences, à l'hôpital puis au dénouement. Son trébuchement à elle dans l'escalier vers la salle de chirurgie, comme le mal de dos qui l'empêche lui de courir à sa rencontre à la fin, font que le film souvent vacille, boitille, dure et endure. Il échappe ainsi à la forme lisse un brin compassée.

C.N.

DISSIDENTE de PIER-PHILIPPE CHEVIGNY
Avec Ariane Castellanos, Marc-André Grondin... 1h 29.



«Tunnel to Summer» se perd dans l'ennui

Deux ados tristes découvrent une caverne magique dans un film d'animation japonais lacrymal qui n'ose rien.

C'est la rencontre de deux mal-être. Celui de Kaoru, a priori bien intégré dans son lycée, mais qui craint de rentrer chez lui où son père boit à s'en rendre malade depuis la disparition de sa femme. Et celui d'Anzu, lycéenne farouche qui vient de déménager et ne veut rien avoir à faire avec ses camarades, sauf Kaoru qui bénéficie d'un passe-droit pour lui avoir prêté un parapluie. Les deux ados se

toisent à l'école et se recroisent par accident au fond des bois, devant un tunnel mystérieux. Une caverne aux propriétés magiques: quand quelques minutes passent à l'intérieur, les heures filent à l'extérieur. Le duo se décrit et se livre à un tas d'expériences. Comment les SMS réagissent-ils à cette bulle? Jusqu'où peuvent-ils s'engouffrer sans disparaître plus d'un week-end? Avant de s'en rendre compte, ils deviennent amis et confidents. Véritable panzer lacrymal qui n'a de cesse de tartiner ses scènes d'un maximum de pathos (de la petite sœur disparue aux parents qui n'aiment pas leur enfant), *Tunnel to Summer* suffoque de l'incompréhensible banalité de sa ma-

nière de représenter le monde. Au point de faire naître l'impression terrible que la production de longs métrages d'animation japonais ne sert plus qu'à une chose: peindre les beautés du mobilier urbain. On ne saurait compter le nombre de plans contemplant l'iridescence de feux de signalisation, la grâce de poteaux électriques (debout malgré toutes les tempêtes) ou des voies de chemin de fer qui figurent un peu les innombrables trajectoires qu'offre le sentier de la vie. De films en films, s'installe une poésie partagée, normée et, du coup, inopérante, où tout le monde singe l'hyperréalisme scintillant du grand apôtre de ce mouvement, Makoto Shinkai. *Tunnel to Summer* se vautre dans ce lyrisme en stuc et le film de Tomohisa Taguchi semble tout entier construit par accréation de motifs croisés ailleurs. Un peu de fantaisie, des ados tristouneurs mais avec des rêves grands comme ça... Un film sans faute de goût ni prise de risque, qui n'ose rien. D'un ennui total, sauf à découvrir le cinéma d'animation japonais où si on a besoin de pleurer un bon coup.

MARIUS CHAPIUS

TUNNEL TO SUMMER
de TOMOHISA TAGUCHI
(1h 24).

FRICHE LA BELLE
MARSEILLE
www.lafriche.org

LA FRICHE
TOUS LES JOURS
TOUTE L'ANNÉE

FESTIVALS
EXPOSITIONS
CONCERTS

SPECTACLES
PIQUE-NIQUE
RESTAURANT

JEUX
BARS
FÊTES



Le cadre bucolique sert d'écrin à une série de vignettes comiques. PHOTO AFRILLOTT

CINÉMA

«La Petite Vadrouille» : la croisière, ça fuse

Sympathique au risque de la mièvrerie, le film de Bruno Podalydès est une satire sociale qui malmène joyeusement ses personnages.

Il y a toujours chez Bruno Podalydès un esprit foncièrement buissonnier, un goût persistant pour l'escapade champêtre (*Comme un avion*), la fable et l'imaginaire (*Bécassine*), dont témoigne encore la *Petite Vadrouille*. Quand Justine (Sandrine Kiberlain) se voit confier

14 000 euros par son patron Franck (Daniel Auteuil) pour lui organiser un week-end de rêve, son mari Albin (Denis Podalydès) y voit l'opportunité de renflouer malicieusement leurs caisses défectives. Ils transforment donc leur groupe d'amis, interprété par la bande habituelle des comédiens chers à Podalydès (Isabelle Candelier, Jean-Noël Brouté, Florence Muller), en braqueurs amateurs cherchant à dévaliser au maximum le riche pigeon à chaque étape d'une croisière fluviale en toc. Le cadre bucolique sert alors d'écrin à une série de vignettes comiques, découpées pres-

que à la manière d'une bande dessinée : chaque écluse franchie est le théâtre d'un petit numéro composé de personnages hauts en couleurs à même de soutenir un billet supplémentaire à Franck, de la fausse dégustation de produits locaux à la vente de tableaux faits maison.

Magouilleurs. De case en case, Podalydès – interprétant le capitaine du bateau – nous invite donc une fois encore à companionner avec sa «troupe», recomposée, comme de film en film, au gré des déguisements improbables et situations rocambolesques.

Irrésistiblement sympathique, l'allégresse de Podalydès peut certes friser une certaine mièvrerie, à mesure que le film s'achemine vers une forme d'entente générale. Mais si tous les personnages ne sont pas croqués avec le même soin – en témoignent les altermondialistes caricaturaux, qui dénotent la part plus boomer de l'imaginaire de Podalydès –, la *Petite Vadrouille* tient son cap quand il s'agit de figurer, derrière l'enthousiasme général, les rapports de classe à l'œuvre durant le voyage. Podalydès a le mérite, au milieu d'une comédie populaire, de s'intéresser sincèrement à une classe moyenne qui, passée la fleur de l'âge, a du mal à joindre les deux bouts ; durant les premières séquences, les relations d'amour et d'amitié sont d'ailleurs dépliées à partir des sommes que les uns doivent aux autres. Et si l'humour repose en partie sur ces prolétaires magouilleurs et désorganisés, c'est bien le patron qui s'avère le plus manipulateur, parvenu et vulgaire : le film ne manque pas d'épingler le mépris de Franck à l'égard de la bande, ou la position parfois ambiguë de Justine, qui refuse le vocabulaire trivial d'Albin (faire «racher» à son supérieur ses «14 000 boules»), prolongeant ainsi, sur un mode plus so-

laire et bon enfant, le regard critique qui habitait les débuts de carrière de Podalydès (*Dieu seul me voit* ou *Versailles Rive-Gauche*).

Sac-poubelle. C'est surtout par son goût du burlesque que le cinéaste instruit cet enjeu social. Le ton est posé dès le génial premier plan, qui voit l'acteur-réalisateur émerger d'un sac-poubelle : les corps malmenés dans le film sont ceux du groupe d'infortune, qui s'agit pour se maintenir (économiquement et physiquement) à flot, aux prises avec des forces contraires le contraignant à toutes les cabrioles. Si les excellents gags visuels se trouvent trop souvent limités au seul personnage d'Iffus (Dimitri Doré), mousse bondissant mais incompétent, reste que tous se pressent, se plient en quatre ou s'arc-boutent autour du patron tout-puissant. C'est la belle affirmation, gentiment rebelle, de la *Petite Vadrouille* : malgré les manigances, parvenir à dépouiller les plus riches, ça reste beaucoup de travail.

CLÉMENT COLLIAUX

LA PETITE VADROUILLE
de BRUNO PODALYDÈS
Avec Daniel Auteuil, Sandrine Kiberlain, Denis Podalydès... 1h 36.

«En attendant la nuit», sang grand intérêt

En s'emparant de la figure du vampire, Céline Rouzet met en scène dans un drame familial un ado solitaire à la marge. Laborieux et trop attendu.

Le hurlement qui ouvre *En attendant la nuit* n'est pas déclenché par l'attaque d'un monstre. C'est un cri de douleur que pousse Laurence (Elodie Bouchez) durant son accouchement, faisant office de signe prémonitoire : Philémon préférerait têter le sang que le lait du sein maternel, avant de développer d'autres attributs bien connus du folklore vampirique (crocs, allergie au soleil). Il faudra attendre son adolescence pour que la famille, fraîchement débarquée dans une petite ville du Doubs, tente d'intégrer le Nosferatu en herbe (le débutant Mathias Legout Hammond) au monde extérieur, tout en prenant

moult précautions pour avoir l'air «normaux». Si le mariage entre trivialité et fantastique semble d'abord prometteur – qui est le plus inquiétant entre l'aspirant vampire et les voisins aux sourires factices? –, le déplacement d'une tradition gothique vers le drame intime familial vient ici surtout rabâcher l'éternel combat entre la marginalité d'un jeune homme solitaire et la norme proprette d'une vie banlieusarde. Privé des ruptures comiques plus franches que proposait par exemple *Vampire humaniste cherche suicidaire consentant*, *En attendant la nuit* n'offre malheureusement sur ce terrain qu'une écriture assez laborieuse qui n'épar-

gne aucun poncif, jusqu'à la bande de *bullies* sortis tout droit d'un teen movie des années 80. Lorsque Philémon, nourri d'ordinaire en intravéneuse, s'éveille au plaisir de boire du sang par grandes lampées et à la tentation de le prélever directement à la source, la singularité du film s'étiole de plus belle. Motif de la succion oblige, Céline Rouzet déroule, dans la lignée de *Teddy* ou du *Règne animal*, la sempiternelle métaphore de la monstruosité comme incarnation des éveils et affres de l'adolescence. Désirs contrariés, difficultés à se faire accepter, importance de la famille... Rejouant mécaniquement une partition bien connue, le film manque même un parallèle pourtant fertile avec le mythe du vampire, soit le rapport contrarié que ce dernier entretient, comme



Le film rejoue mécaniquement une partition bien connue. PHOTO MANUEL MOUTIER

tout jeune mal dans sa peau, à son propre reflet. Les intentions louables de la cinéaste – qui peint en réalité, par le prisme du cinéma de genre, l'histoire vraie tragique de son propre frère – semblent à double tranchant : à vouloir re-

tourner une figure d'altérité en personnage familier et torturé, le récit la vide progressivement de sa substance au profit d'une recette rebattue (romance, engueulade au dîner et même une pincée de *body horror*) qui l'inscrit dans

un sillon particulièrement standardisé du cinéma de genre contemporain.

CLC.

EN ATTENDANT LA NUIT
de CÉLINE ROUZET avec Mathias Legout Hammond, Elodie Bouchez... 1h 44.

Annonces légales

legales-libe@teamedia.fr 01 87 39 84 00

Libération est officiellement habilitée pour l'année 2024 pour la publication des annonces légales et judiciaires par arrêté de chaque préfet concerné dans les départements 75/PA pour le print. Et pour les départements 75/78/93/94. La tarification au caractère (espace inclus) des annonces judiciaires et légales est définie par l'arrêté du ministre de la Culture et la Communication du 19 novembre 2022. La tarification est la suivante pour les départements d'habilitation de LIBÉRATION : Constitution de sociétés civiles et commerciales : tarif forfaitaire : Société anonyme (SA) 379€ HT - Société par actions simplifiée (SAS) 199€ HT - Société par actions simplifiée unipersonnelle (SASU) 133 € HT - Société en nom collectif (SNC) 210 € HT - Société à responsabilité limitée (SARL) 141 € HT - Société à responsabilité limitée unipersonnelle (dite « entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée » : EURL) 136 € HT. Nomination des liquidateurs : des sociétés civiles ou commerciales 210 € HT - CLÔTURE de sociétés civiles ou commerciales : 106 € HT. LES TARIFS annonces légales au caractère (espace inclus) Hors constitutions et nominations des liquidateurs, clôtures : 75/94/93 (0,23€ € HT).

75 PARIS

Enquête Publique

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté - Égalité - Fraternité
PRÉFET DE PARIS

AVIS D'ENQUÊTE
PUBLIQUE

Préalable à la fixation des alignements et de classement
dans le domaine public routier de la Ville de Paris de la rue
des Hébrard à Paris 12^e arrondissement
du Jeudi 17 juin 2024 à 8h30.

au vendredi 5 juillet 2024 à 23h59

Par arrêté préfectoral du 22 mai 2024, une enquête publique portant sur le projet de fixation des alignements et de classement dans le domaine public routier de la Ville de Paris de la rue des Hébrard sera ouverte à la mairie du 12^e arrondissement, siège de l'enquête, du lundi 17 juin au vendredi 5 juillet 2024 inclus.

Pendant cette période, le dossier d'enquête en format papier sera consultable par le public qui pourra produire ses observations à la mairie du 12^e arrondissement, 130 avenue Daumesnil, aux jours et horaires d'ouverture habituels. Les observations seront consignées au registre d'enquête ouvert à cet effet. Elles pourront également être adressées par courrier à la mairie du 12^e arrondissement, pendant toute la durée de l'enquête, à l'attention de Monsieur Olivier CAZIER, désigné en qualité de commissaire enquêteur. Ces observations seront annexées au registre d'enquête.

De plus, en tant que moyen de communication complémentaire, le dossier d'enquête publique sera consultable pendant toute la durée de l'enquête via le site internet suivant :

<https://www.registre-numerique.fr/classement-rue-hebrard>

Les observations et propositions du public pourront aussi être déposées sur le registre dématérialisé via le site internet précité qui sera ouvert du lundi 17 juin à 8h30 au vendredi 5 juillet 2024 à 23h59.

Le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public lors des permanences, aux jours et heures précisés ci-après :

Mairie du 12^e arrondissement

130, avenue Daumesnil

jeudi 20 juin 2024 9h à 12h

Conservatoire Paul Dukas

51 rue Jorge Semprún - Paris 12^e

mardi 25 juin 2024 9h30 à 12h30

Visio conférence

sur rendez-vous à réserver au minimum 24 heures avant, par le biais du site dédié à l'enquête publique : <https://www.registre-numerique.fr/classement-rue-hebrard> ou par téléphone au 01 83 62 45 74 (joignable du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 14h à 17h). Jeudi 4 juillet 2024 18h30 à 21h30

À l'issue de l'enquête publique, le commissaire enquêteur transmettra son rapport et ses conclusions motivées au préfet de la région d'Île-de-France, préfet de Paris dans un délai de 30 jours à compter de la date de clôture de l'enquête.

Une copie de ce rapport et conclusions du commissaire enquêteur seront déposés à la mairie du 12^e arrondissement pour y être tenu à la disposition du public. Toute personne intéressée pourra obtenir communication des documents précités, en adressant sa demande par écrit à la préfecture de la région d'Île-de-France, préfecture de Paris (UDEAT 75 - SUPET - PUP), 5, rue Leblanc, 75911 Paris Cedex 15.

EP 24-309 / contact@publlegal.fr

Répertoire

repertoire-libe@teamedia.fr / 01 87 39 82 95 / 01 87 39 82 89

Disquaire achète au meilleur Prix
DISQUES VINYLES 33T - 45T - CD
TOUS STYLES TOUTES QUANTITÉS

Jazz - Pop - Rock - Musique Classique - Métal - Punk - Soul - Funk - House - World - (Africa, Arabs, Mash'nab) - Reggae - Hip Hop

Gros Stocks et Collections

Contactez-nous 07 89 90 54 24

MATÉRIEL AUDIO

Platines - Hi-Fi - Amplis - Cellules - DJ - Jeux Vidéo - Consoles

Déplacement en France

avec respect des mesures sanitaires en vigueur.

Réponse très rapide PAIEMENT CASH

ANTIQUITÉS STEVE

ACHÈTE Manteau de fourrure,

Meubles anciens, Pendules, Horloges, Cartons,

Montres à gousset ou poignet, Pièces de monnaie,

Bibels, Vaseilles, Cartes postales, Livres, Machines

à coudre, Miroirs, Tableaux, Bronzes, Pâtes de verre,

Art asiatique, Violons, Bagagerie de luxe, Vieux vins,

Objets militaires, Disques vinyles, Postes de radio,

Étain, Cuivre et toutes vos antiquités...

128, rue La Boétie 75008

01 84 60 56 54 ou 07 85 56 51 90

Immobilier

immo-libe@teamedia.fr

01 87 39 80 20

VENTE

5 PIÈCES

FONTENAY SOUS BOIS

- 94

Appartement à vendre

5 pièces - 87,14 m2

À deux pas, les lignes de bus 118, 122 et 301 facilitent vos déplacements pour rejoindre le RER A-E Val de Fontenay. À seulement 2 minutes à pied des écoles et entouré de commerces, restaurants et boulangeries.

Cet appartement plein de potentiel à FONTENAY SOUS BOIS, offrant une surface de 87m² pour créer votre espace idéal. Situé au 1^{er} étage avec ascenseur, le bien comprend trois chambres, un salon/salle à manger de 32,18 m² pouvant facilement se transformer en quatrième chambre. Une salle de bains et un wc séparé. De nombreux rangements et une cave complètent cet appartement.

PRIX : 284 900 EUROS

<https://www.seloger.com/annonces/achat/appartement/fontenay-sous-bois-94/215410411.htm>

tél : 0614081414 agence s'tabesoir MERCI

DIVERS

Université américaine

(EDUCO)

cherche familles Paris

(1^{er} au 20^{ème} arrdt)

pour hébergement rémunéré

d'étudiants (900€/mois)

chambres individuelles

peut déjeuner tous les jours

3 repas par semaine

Durée du séjour : septembre à

décembre

et/ou janvier à fin mai

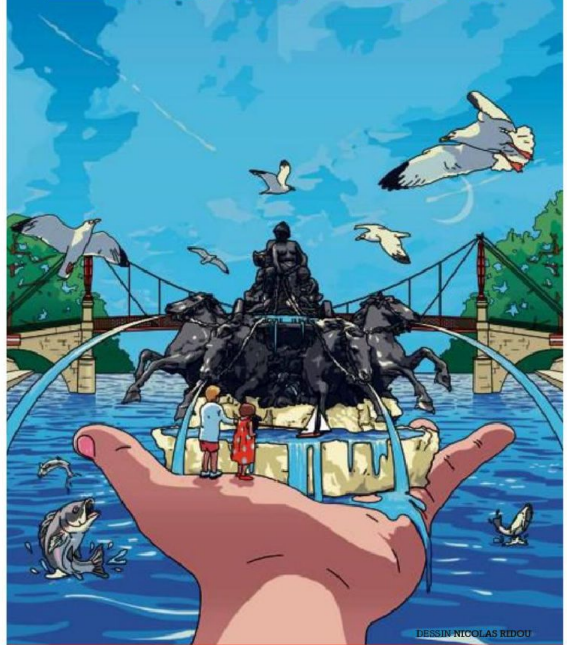
Tél : 09.77.35.00.58

Vous voulez passer
une annonce dans

Libération

Vous avez accès à
internet ?

Découvrez notre site de prise
d'annonces en ligne
<http://petites-annonces.liberation.fr>

CLIMAT Libe
TOUR
22 JUN 2024
LYON - H7

DESIGN NICOLAS RIDOU

RENCONTRES, EXPÉRIENCES, ATELIERS

DES DÉBATS ENTRE INTELLECTUELS POLITIQUES
ET JEUNES LEADERS MILITANTS • PROJECTION
DU DERNIER FILM DOCUMENTAIRE DE
CAMILLE ETIENNE ET SOLAL MOISAN • VILLAGE
DES FRÈQUES POUR SENSIBILISER SUR
LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE • SHOW UNIQUE
DE WAACKING • ATELIER POUR LUTTER CONTRE
L'ÉCO-ANXIÉTÉ • DJ SET DE MOLECULE

INSCRIPTION
GRATUITE

Libération

MEETUP

LYON

GROUPES

COOPÉRATIF

PIECHE

OVER

Greenpeace

OKAM

PIECHE

OVER

PIECHE

OVER

Retrouvez
tous les jours
les bonnes
adresses de

Libération

(cours, association,
enquête, casting,
déménagement, etc.)

Contactez-nous
Professionnels, 01 87 39 80 20
Particuliers, 01 87 39 82 95
ou repertoire-libe@teamedia.fr

Très général

Christophe Gomart L'officier, ancien patron des forces spéciales, s'engage dans la campagne des européennes aux côtés de François-Xavier Bellamy sur la liste de LR.



Le cercueil, recouvert du drapeau tricolore, est posé au milieu de la cour d'honneur des Invalides. Au premier rang, sa compagne Valérie, son fils, ses parents. Ce mardi 15 janvier 2013, la République honore Damien Boiteux, pilote du 4^e régiment d'hélicoptères des forces spéciales de Pau, tué aux premières heures de l'engagement de la France au Mali. La première victime de l'opération «Serval». Le Premier ministre de l'époque, Jean-Marc Ayrault, salue «l'engagement» et le «courage exceptionnel» de l'officier. Le général Christophe Gomart est là, lui aussi, accueillant la dépouille du soldat. A la tête de ces guerriers de l'ombre, il a monté l'opération et donné les ordres. La mort au combat, dit-il aujourd'hui, reste «le plus difficile». «Quand vous rencontrez la veuve, elle sait que vous êtes l'un des derniers à avoir vu son mari. Elle veut savoir si l'être aimé a souffert. C'est difficile de la regarder les yeux dans les yeux...»

Après trente-six années sous les drapeaux, le militaire a quitté l'armée en 2017. Sauf accident électoral, il sera élu au Parlement européen le 9 juin. C'est Eric Ciotti, le patron de Les Républicains (LR), qui lui a proposé de figurer sur la liste de

François-Xavier Bellamy, Versaillais comme lui. Le général a hésité : «Qu'est-ce que vous allez faire d'un officier général deuxième section ?». A la ramasse, la droite se cherchait un atout régulier. Une semaine plus tard, Gomart est projeté dans une salle de meeting surchauffée. Et sur des visuels du parti, portant beau l'uniforme. Une entorse au règlement qui lui vaudra un appel du chef d'état-major des armées. «Jusqu'à

LE PORTRAIT

présent, j'avais une image plutôt consensuelle. Les gens savaient que je n'étais pas de gauche, mais je n'avais jamais exprimé mes idées politiques.» L'ancien militaire ne craint pas le risque des urnes, plutôt l'exposition médiatique, pour son épouse et ses deux enfants. A bientôt 63 ans, après quelques années passées comme directeur de la sécurité du groupe Unibail, il accepte une mission hasardeuse. «C'est une opportunité de découvrir autre chose, de continuer à œuvrer pour la France d'une manière différente, démocratique, et non plus les armes à la main à travers le monde.»

Voilà désormais le général en campagne. Discret, l'œil rieur, à l'écoute, il dit aimer ce nouvel exercice. Sur les estrades des salles communales, face aux militants, il déroule son CV, pres-

tigieux. Une vie sous les drapeaux, dans la tradition militaire familiale. Deux grands-pères ont servi, l'un officier de marine, l'autre artilleur. Comme son père avant lui, le jeune officier choisit, à la sortie de Saint-Cyr, la cavalerie. Son rêve est alors d'entrer au 13^e régiment de dragons parachutistes, que le paternel a dirigé – Gomart le commandera lui aussi. «Mon père ne m'a jamais raconté ce qu'il faisait. C'est cette curiosité qui m'a toujours poussé à vouloir connaître le dessous des cartes. La seule chose qui m'a aidé, c'est que je connaissais le milieu et sa façon de procéder.» Trois de ses frères ont choisi eux aussi les armes. Un autre est prêtre.

Au «13» le soldat apprend la routine des équipiers. Creuser des trous, s'y cacher, observer sans être vu... Et les sauts. Les coordonnées GPS entrées dans le compas, les photos satellite et le largage, à 4 000 mètres d'altitude. L'ouverture du parachute se fait entre 800 et 1 000 mètres, la spécialité des «chuteurs opérationnels», la crème des paras. «C'est une arrivée silencieuse, de nuit, à un endroit très précis. Une fois posé, l'adrénaline du saut est retombée. La mission commence.» Pour Gomart, la première remonte au Tchad

en 1984. Suivront le Golfe et le Rwanda. Dans les Balkans, il traque les criminels de guerre de l'ex-Yougoslavie. Comme le Serbe Momilo Krajisnik, accusé de génocide : «On avait caché des mecs dans un trou à proximité de la maison dans laquelle il pouvait revenir. Et dans laquelle il est revenu.» C'est là-bas qu'il rencontre Arnaud Danjean, ex-agent de la DGSE élu député européen en 2009. Après trois mandats, Danjean a racroché. Un «passage de témoin», sourit Gomart, sauvant son travail à Strasbourg.

L'Afghanistan sera le terrain privilégié des forces spéciales. Pour Gomart, le début de la lutte contre les jihadistes et le terrorisme. En 2008, il est nommé adjoint de Bernard Bajeot à la cellule de coordination du renseignement à l'Elysée. Le cœur du pouvoir, la machine étatique, les secrets d'Etat. Il s'irrite encore des confidences de François Hollande faites aux journalistes du Monde sur les «neutralisations» de terroristes : «Il n'y a pas eu d'opérations "homo" [homicides] tel qu'il l'explique : cibler quelqu'un et dire qu'on va l'éliminer. On avait des objectifs, des chefs de groupes armés jihadistes.» Mais aucune liste, jure celui qui cultive encore l'esprit de corps, drapeau national à l'épaule : «L'idée n'est pas de tuer les gens, mais de tenter de les arrêter.» Et s'ils se battent, assure-t-il, ils meurent les armes à la main. Dans le petit monde du renseignement et de la défense, Gomart a noué de solides relations, notamment avec Jean-Yves Le Drian, resté proche. Un ancien cadre de la DGSE garde le souvenir d'un personnage «chaleureux et sympathique», «atypique dans le cinéma des armées». Un militaire détendu, calme et réfléchi, disent ceux qui l'ont côtoyé dans ces huis clos. «Il est dans des valeurs du service de l'Etat, de vérité, acquiesce le vice-amiral d'escadre Jean-Patrick, connu aux cabinets de Michèle Alliot-Marie et Hervé Morin. Il a fait profession de foi pour servir la France.»

«J'ai servi des gouvernements de droite et de gauche, soutient le général, buste toujours droit et allure un peu raide. Derrière le régulier, il y a la vision de la France. Cela dépasse les partis.» Catholique pratiquant, la droite conservatrice incarnée par Bellamy colle à ses valeurs, héritées d'une mère vendéenne : «L'ordre, le travail, le mérite. La volonté de transmettre aussi.» Quand Mitterrand est élu en 1981, le lycéen et ses camarades hésitent un temps à entrer à Saint-Cyr. «On s'est montré le bourgeois» s'amuse-t-il. L'hypothèse Marine Le Pen à l'Elysée en 2027 ? «Les soldats sont républicains. Ce qui est élu par le peuple est élu par le peuple», élude l'officier. Moins de retenue à l'encontre d'Emmanuel Macron et de sa politique étrangère : «Arrêtons de nous faire peur, les chars russes ne seront pas demain matin à Paris ! J'ai le sentiment qu'Emmanuel Macron voudrait nous pousser à la guerre, doucement mais sûrement.» Opposé à l'adhésion de l'Ukraine à l'Union européenne, il déplore la naïveté des Occidentaux qui se sont fait des illusions sur l'efficacité des sanctions infligées à Poutine. Parole d'un officier de la guerre froide... Qui dit aussi : «On a laissé croire aux Ukrainiens que grâce aux équipements qu'on leur donnait, ils allaient gagner. La réalité, c'est qu'on a deux pays qui s'affrontent. Moralement, on doit soutenir l'Ukraine. Et l'Europe doit renforcer sa défense pour être crédible.»

1960 Naissance à Saumur.

2011 Commandant des opérations spéciales.

2020 Soldat de l'ombre (Taillandier).

2024 Candidat LR aux européennes.

Par **VICTOR BOITEAU**
Photo **FREDERIC STUCIN**

À LA TÉLÉ CE SOIR

TF1

20h50. Football. France / Luxembourg. Sport. Match de préparation à l'Euro 2024.
23h05. Football. L'après-match. Magazine.

FRANCE 2

21h10. Apocalypse - Les débarquements. Documentaire. Le grand défi. Le grand assaut. 23h00. Édition spéciale : La nuit la plus longue.

FRANCE 3

21h10. Le village des endormis. Téléfilm. Avec Aurelien Wik. Lola Dewaere. 23h00. Le monde de Jamy. Magazine. Réchauffement climatique : nos produits du terroir vont-ils résister ?

CANAL+4

21h10. The Pod Generation. Fantastique. Avec Emilia Clarke. 22h55. Rien à perdre. Drame. Avec Virginie Efira.

ARTE

20h55. Gorilles dans la brume. Biopic. Avec Sigourney Weaver, Bryan Brown. 23h00. Sigourney Weaver. Documentaire.

MG

21h10. Top chef. Jeu. Saison 15 : Émission 13 (1 & 2/2). Présenté par Stéphane Rotenberg. 23h25. Top chef. Jeu.

FRANCE 4

21h10. Face B comme Bossa. L'autre histoire d'Henri Salvador. Documentaire. 22h05. Eia Kassav. Concert. 22h50. Renversant. Magazine.

FRANCE 5

21h05. La grande librairie. Magazine. A Strasbourg : Capitale Mondiale du livre. 22h40. C ce soir.

PARIS PREMIÈRE

21h00. Capitaine Marleau. Série. À ciel ouvert. Avec Corinne Masiero. 22h50. Capitaine Marleau. Série.

TMC

21h25. Qu'est-ce qu'on a fait au Bon Dieu ? Comédie. Avec Brad Pitt, Anthony Hopkins. 23h30. Qu'est-ce qu'ils ont fait au Bon Dieu ? Le doc événement.

W9

21h10. Les Bodin's en Thaïlande. Aventures. Avec Vincent Dubois. 22h55. Les Bodin's chez les Belges.

NR12

21h10. Le transporteur. Série. Protection rapprochée. Prototype. 23h00. Terminator : dark fate. Film.

CG

21h20. Mongeville. Série. Retour au palais. Avec Francis Perrin. 23h10. Mongeville.

ITK

21h05. Baby Boom. Documentaire. Toute première fois. 22h35. Baby Boom. Documentaire.

CSTAR

21h10. Les municipaux. Les héros. Comédie. Avec Éric Carrière, Francis Giliberto. 23h10. Les duos impossibles de Ferrari. Spectacle.

TF1 SÉRIES FILMS

21h00. New York section criminelle. Série. 2 épisodes. 22h45. New York section criminelle. Série.

OTER

21h10. Légendes d'automne. Comédie dramatique. Avec Brad Pitt, Anthony Hopkins. 23h30. Kaamelott. Série.

CHÉRIE 25

21h05. Castle. Série. L'empreinte d'une arme. L'art de voler. 22h45. Castle. Série.

RMC STORY

21h00. Faites entrer l'accusé. Magazine. Marie-Élisabeth Cons-Boutboul, secrets de famille. 23h00. Faites entrer l'accusé. Magazine.

LCP

21h00. Discussion du projet de loi relatif à l'accompagnement des malades et de la fin de vie. 23h00. Sens Public. Magazine.

Libération

www.libération.fr
113, avenue de Choisy,
75013 Paris
tél. 01 85 47 98 80
contact@liberation.fr

Édité par la SARL

Libération
SARL au capital
de 23 243 662 €
113, avenue de Choisy,
75013 Paris
RCS Paris : 382 028 199

Principal actionnaire
Presse Indépendante SAS

Cogérants
Dov Allon,
Amandine Bascoul-Romeu

Directeur de la publication
Dov Allon

Directeur de la rédaction
Dov Allon

Directeur délégué
de la rédaction
Paul Quinio

Directrices adjointes
de la rédaction
Stéphane Aubert,
Lauren Provost,
Alexandra Schwartzbrod

Directeur artistique
Nicolas Valotau

Rédacteurs en chef
Michel Bequembourg
(spécial), Frédéric
Bézuau (presse),
Laure Bretton (JO), O. Gilles
Diers (pilotes web),
Christian Losson
(enquête), Eve Roger (actu)

Rédacteurs en chef adjoints
Lilian Alemagna (France),
Anne-Laure Barret
(environnement),
Lionel Charrier (photo),
Cécile Daumas (J.),
Sonia Delesalle-Solper
(monde), Fabrice Drouzy
(suppléments),
Younan Duval (forums),
Mathieu Ecoiffier (idées),
Quentin Girard
(modes de vie),
Cédric Mathiot
(checknews),
Camélia Paugam (actu),
Didier Piron (culture)

ABONNEMENTS
Site : abo.libération.fr
abonnement@liberation.fr
tarif abonnement 12 n°
France métropolitaine : 384 €
tél. 01 85 56 71 40

PUBLICITÉ
Libé plus
113, avenue de Choisy,
75013 Paris
publicite@liberation.fr

PETITES ANNONCES
& GARNET
10, bd de Grenelle
75015 Paris
tél. 01 87 39 80 20
annonces@teamedia.fr

IMPRESSION
Midt Print (Gallargues),
POP (La Courneuve),
Nancy Print (Jarville),
CILA (Hercé)
Imprimé en France

ACPM
Membre de l'ACPM.
CPAP : 125 C 80064.
ISSN 0335-1793.

Origine du papier : France
Taux de fibres recyclées :
100 % Papier détenteur de
l'Eco-label européen
N° FI/37/01

Indicateur
d'eutrophisation :
Ptot 0,005 kg/t de papier

La responsabilité du
journal ne saurait être
engagée en cas de non-
restitution de documents.
Pour joindre un journaliste
par mail : initiale du
prénom.nom@liberation.fr

► SUDOKU 5303 MOYEN

				6		3	
	6	9	4	7		1	
1		4	5	7	8		6
9	4				5	3	
2	8			9			7
		6				8	9
3				8	1	2	7
		1	2		5	4	
			6	5			

► SUDOKU 5303 DIFFICILE

	8			5			
4			2	7	3	6	
		7	8			3	4
			3			1	8
	1			5		9	
8	4						
	7	8			4		
		2	9	4			3
		4	1			7	

Libération

La boutique

Retrouvez les derniers
numéros de Libération
et nos collecteurs sur
notre boutique

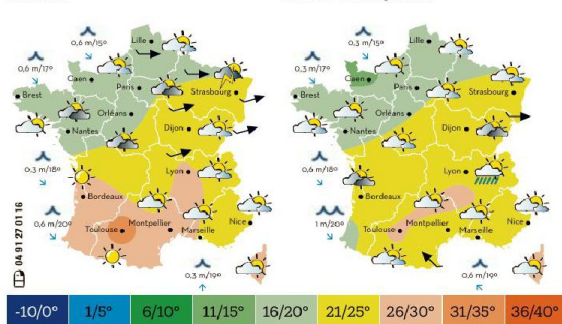


BOUTIQUE.LIBERATION.FR

MERCREDI 5

Le temps est calme sur les 3/4 du pays, sauf au nord de la Seine où les nuages dominent avec quelques averse sur les Hauts-de-France.

L'APRÈS-MIDI Le temps est agréable sur les 3/4 du pays, plus menaçant au nord de la Seine avec des averse orageuses dans les Ardennes.



Agitée Peu agitée Calme Fort Modéré Faible
www.lachainemeteo.com
Vos prévisions gratuites à 15 jours

FRANCE	MIN	MAX	FRANCE	MIN	MAX	MONDE	MIN	MAX
Lille	13	18	Lyon	13	26	Alger	16	25
Caen	14	18	Bordeaux	11	24	Berlin	13	20
Brest	12	18	Toulouse	13	27	Bruxelles	14	17
Nantes	12	19	Montpellier	13	27	Jérusalem	24	33
Paris	13	19	Marseille	16	25	London	7	15
Strasbourg	13	22	Nice	17	22	Madrid	18	33
Dijon	13	23	Ajaccio	14	23	New York	15	26

Si 98,8% de nos adhérents nous renouvellent leur confiance*, c'est parce que : (cochez les bonnes réponses)



Nous remboursons les soins **en 72h**.



Nous gérons de manière fluide
49 000 demandes entrantes par jour.



Basés partout en France,
nos **4000 collaborateurs**
MGEN dédiés à la relation client
sont à leur écoute.



Selon les besoins de chacun,
nous sommes **disponibles à distance** :
téléphone, e-mail, application,
espace personnel en ligne.



Et aussi en **proximité sur tout le territoire**
dans nos 130 agences départementales
et espaces d'accueil.

On vous
le prouve ici



**Vous auriez raison de choisir
la première mutuelle des agents du service public**.**



GRUPE **vyy**

On s'engage mutuellement